

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA CRISE
DU
MINISTÈRE WALPOLE
EN 1733-1734

PAR

PAUL VAUCHER

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LONDRES



PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^{ie}

8, RUE GARANCIÈRE-6^e

—
1924

LA CRISE
DU
MINISTÈRE WALPOLE
EN 1733-1734

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA CRISE
DU
MINISTÈRE WALPOLE
EN 1733-1734

PAR

PAUL VAUCHER

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LONDRES

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^{ie}

8, RUE GARANCIÈRE-6^e

1924

THESE COMPTES RENDUS
PAR LE DOCTEUR EN MÉDECINE
J. A. CRISTE
MINISTRE DE LA SANTÉ
N° 1733-1734



A

MONSIEUR ÉMILE BOURGEOIS

Membre de l'Institut

hommage respectueux.

LA CRISE DU MINISTÈRE WALPOLE EN 1733-1734

INTRODUCTION

Au début de l'année 1733, sir Robert Walpole apportait à la Chambre des Communes deux projets de loi remplaçant les droits d'entrée sur le tabac et les vins par des taxes d'accise, perçues sur la consommation intérieure de ces produits. Il entendait simplement, disait-il, récupérer les sommes considérables dont une contrebande très active frustrait le Trésor ; mais ses adversaires lui prêtaient le dessein d'étendre peu à peu l'expérience ainsi tentée à toutes les marchandises importées en Angleterre. Le ministre, à leur sens, voulait soumettre le pays au régime d'un accise général ; et, comme l'application des taxes nouvelles lui permettrait de recruter une armée d'employés exerçant sur tous les citoyens leur surveillance, la ruine des libertés constitutionnelles, accompagnée d'un renchérissement insupportable de la vie, serait la conséquence inévitable de la réforme envisagée.

Le public fut prompt à s'émouvoir d'une semblable perspective, et le cri jeté par les opposants : « Pas d'accise, pas d'esclavage, pas de sabots ! » éveilla des échos de tous côtés. L'exaltation des esprits contraignit finalement Walpole à retirer ses projets. Il céda à une campagne systématique de dénigrement menée par des adversaires, qui, sans doute, ne croyaient pas sincèrement eux-mêmes aux noirs desseins qu'ils lui prêtaient. Est-ce à tort néanmoins qu'ils l'accusaient de préparer une réforme beaucoup plus vaste que celle

TRAVAUX

W. Cunningham, *The Growth of English Industry and Commerce in Modern Times*. Part. I, 6^e éd., 1921, in-8°.

N.-A. Brisco, *The economic policy of R. Walpole*, 1907, in-8°.

H. Hall, *The sources for the history of sir Robert Walpole financial administration* (*Royal Historical Soc. Transactions*, 3^e série, t. IV, 1910, in-8°).

W. Coxe, *Memoirs of the Life and Administration of sir Robert Walpole*. 3 vol., 1798, in-4°.

A.-C. Ewald, *Sir Robert Walpole*, 1878, in-8°.

Morley, *Walpole*, 1889, in-8°.

W. Sichel, *Bolingbroke and his Time*, 2 vol., 1902, in-8°.

A. Hassall, *Life of Viscount Bolingbroke*, 2^e éd., 1915, in-8°.

W. Ernst, *Memoirs of the life of W. Stanhope earl of Chesterfield*, 1893, in-8°.

W.-H. Craig, *Life of Chesterfield*, 1907, in-8°.

J.-S. Leadam, *England from 1713 to 1760*, 1909, in-8°.

Grant Robertson, *England under the Hanoverians*, 1911, in-8°.

H.-W. Temperley, *The age of Walpole and the Pelhams* (*Cambridge Modern History*, vol. VI, 1909, in-4°).

Abréviations usitées.

A. E. — Affaires Étrangères.

B. M. — British Museum.

R. O. — Public Record Office.

Parl. Hist. — *Parliamentary History*.

Coxe, R. W. — *W. Coxe Memoirs of... sir Robert Walpole*.

Le baron Meyendorff a bien voulu traduire pour nous quelques dépêches russes du Prince A. D. Cantemir; ministre de la Tzarine à Londres (publiées par V. N. Alexandrenko, 1892, in-8°). Nous lui en exprimons tous nos remerciements.

Walpole et l'opposition parlementaire.

Après de longues années de tension diplomatique, pendant lesquelles la menace d'une guerre absorbait les ressources du pays dans de coûteux armements, la conclusion du traité de Vienne, en 1731, avait mis Walpole en mesure d'entreprendre un programme de réformes intérieures. Ce succès, dû tout entier à l'intervention personnelle de Walpole dans les négociations des Cours européennes, avait porté son crédit à l'apogée ; et la retraite de Townshend (1), survenue l'année précédente, avait fait sortir du Cabinet le seul ministre qui pût le mettre en échec.

Aucun des deux secrétaires d'état ne semblait maintenant de taille à lui résister. La succession de Townshend avait été donnée à W. Stanhope, l'heureux négociateur du traité de Séville, qui venait d'être élevé à la pairie, en recevant le titre de baron de Harrington (2). Son indolence devait, croyait-on, l'incliner à se reposer sur ses lauriers. L'autre poste de secrétaire d'état était occupé par le duc de Newcastle (3), et, de lui, une initiative indépendante n'était pas non plus à redouter. Son immense fortune lui valait de posséder au Parlement un nombre très élevé de créatures ; mais la médiocrité de son

(1) Charles, vicomte Townshend, 1674-1738, beau-frère de Walpole, fut associé à sa carrière politique jusqu'en 1730. Sur sa chute voir Coxe *R. W.*, t. 1^{er}, pp. 332 et suivantes.

(2) William Stanhope, baron puis comte de Harrington, 1690-1756. Sur son caractère voir Coxe *R. W.*, t. 1^{er}, pp. 330 et suiv. — Torrens *Hist. of British Cabinets*, t. 1^{er}, p. 394, et Hervey *Memoirs*, t. 1^{er}, p. 208. — Il n'allait pas tarder cependant à intriguer contre Walpole.

(3) Thomas Pelham, duc de Newcastle, 1693-1768. — En 1725 il avait remplacé Carteret comme secrétaire d'état. Cf. Coxe *R. W.*, t. 1^{er}, pp. 327 et suiv. — Yorke, *Life of Chancellor Hardwicke*, 1913, in 8^o, t. 1^{er}, pp. 284 et suivantes.

esprit et la timidité de son caractère l'obligeaient à s'appuyer toujours sur les conseils d'un mentor, et faisaient de lui un collaborateur docile, pourvu que l'on prît garde de ménager sa susceptibilité.

Aucun de ces deux ministres ne pouvait d'ailleurs prétendre exercer une influence à la Cour. La Reine méprisait Harrington pour sa paresse et jugeait Newcastle à sa valeur. C'était elle au contraire qui assurait le crédit de Walpole auprès de son Maître. Lors de l'avènement de Georges II, Walpole avait tout de suite compris que cette princesse était assez habile et assez énergique pour prendre sur l'humeur égoïste et bourrue du nouveau Roi une influence dominatrice. Tandis qu'il flattait l'avarice de Georges II en lui procurant une augmentation inespérée de sa liste civile, il avait su gagner d'autre part l'intelligence de la Reine, et lui persuader qu'il était, entre tous les politiciens, le plus capable de diriger le gouvernement. Elle était devenue dès lors son alliée la plus sûre, et la plus adroite (1). C'était elle encore qui venait de provoquer la disgrâce de Townshend, et maintenant Georges II en était venu à considérer Walpole comme une sorte de Premier Ministre, en tout cas comme le serviteur dont, pendant tout son règne, il ne pourrait se passer (2).

L'autorité prépondérante que Walpole avait ainsi conquise ne pouvait manquer d'éveiller des jalousies ardentes, et, dans le Parlement, il avait à combattre une très forte opposition. Celle-ci comprenait tout d'abord les tories, que l'avènement de la maison de Hanovre avait exclus du pouvoir. Ils étaient à vrai dire encore affaiblis par leurs divisions, ne s'accordant pas entre eux sur l'attitude qu'ils devaient adop-

(1) Voir l'excellente biographie de la Reine par W.-H. Wilkins, *Caroline the Illustrious*, 1901, in-8°, t. II. — Sur la crise qui suivit l'avènement de Georges II, cf. Ewald, *Sir Robert Walpole*, pp. 199-205. — Morley, *Walpole*, pp. 85-100.

(2) Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, p. 186.

ter à l'égard de la nouvelle dynastie. Un petit groupe était resté entièrement fidèle à la cause des Stuarts, et suivait les directions de W. Shippen, que son honnêteté faisait estimer de tous (1). Le plus grand nombre des tories s'était par contre officiellement rallié au régime hanovrien ; mais leurs adversaires les soupçonnaient de ne s'y être pas décidés sans esprit de retour. Nul ne pouvait alors dire dans quelle mesure la dynastie nouvelle avait pris racine en Angleterre, et si, à la première occasion, l'influence des propriétaires campagnards, renforcée par celle de l'Église ne permettrait pas aux tories, redevenus jacobites, de reprendre l'avantage. Dans cette situation délicate le parti avait enfin trouvé en sir William Wyndham le leader le mieux fait pour le représenter. Par une forte culture, un souci manifeste du bien public, par une éloquence vigoureuse et d'une incontestable grandeur, il attirait les sympathies et imposait le respect (2).

Sur les bancs de l'opposition les tories avaient été peu à peu rejoints par un grand nombre de whigs dissidents. A chaque remaniement de son ministère, Walpole en avait écarté quelques-uns de ses rivaux, qui ne lui pardonnaient pas leur exclusion ; et ceux-ci avaient peu à peu groupé un parti nouveau, qui prétendait défendre contre son despotisme envahissant les vrais principes des whigs.

Lord Carteret, brillant secrétaire d'état, s'était ainsi vu reléguer au gouvernement de l'Irlande, et, après la chute de Townshend, avait même perdu son siège dans le Cabinet. Bien qu'il ne possédât pas à Westminster une nombreuse clientèle, il devait, même isolé, être un adversaire redoutable. Dans le

(1) William Shippen, 1673-1743. Cf., Coxe *R. W.*, t. 1^{er}, p. 293. — Morley, *Walpole*, p. 127.

(2) Sir William Wyndham, 1687-1740. Il avait pris une part active au soulèvement jacobite de 1715. Voir sur lui le jugement du speaker Onslow, *Onslow mss.*, p. 467.

champ de la politique extérieure, le seul qui l'intéressât, ses critiques avaient beaucoup de poids ; et les témoignages d'admiration que les plus perspicaces de ses contemporains lui ont rendus nous donnent quelque idée de l'effet quel'éclat de sa parole, nourrie aux sources classiques, produisait sur ses auditeurs (1)

Lord Chesterfield n'allait pas tarder aussi à prendre parti contre le Cabinet ; car la chute de Townshend lui ôtait l'espoir d'obtenir la secrétairerie d'état que le ministre disgrâcié lui destinait ; et Walpole, en lui attribuant la fonction honorifique de « Lord Steward », ne l'avait pas regagné. Isolé comme Carteret, et trop spirituel pour garder beaucoup d'amis, il n'en allait pas moins tenir une place brillante dans la phalange des opposants (2).

A la Chambre des Communes, William Pulteney pouvait s'appuyer au contraire sur un groupe nombreux de whigs dissidents. Doué d'autant d'esprit que Chesterfield, et d'un esprit plus empreint d'humour britannique, il n'était pas moins capable d'émouvoir ses auditeurs par l'ardeur de sa passion. Il avait de plus l'avantage d'être un bon improvisateur, également compétent pour discuter les affaires financières ou les négociations diplomatiques ; et il aurait ainsi possédé toutes les qualités du « debater » parlementaire, s'il avait su mieux résister aux entraînements d'une nature impulsive. Mais Pulteney manquait de sang-froid, et, en face de Walpole toujours maître de lui, il se laissait trop souvent emporter par sa rancune. Ayant fait partie du ministère whig aux côtés de Walpole, il l'avait en 1717 suivi dans sa retraite ; mais lorsque son compagnon

(1) Voir A. Ballantyne, *Lord Carteret, a political biography* 1690-1763, in-8°, 1887, p. IX (les jugements de Chatham, Chesterfield et H. Walpole) et pp. 161-3.

(2) Philippe D. Stanhope, comte de Chesterfield, 1694-1773. — Voir W. Craig, *Life of Chesterfield*, in-8°, 1907, pp. 111-116.

avait repris le pouvoir, il n'avait pas trouvé de place pour Pulteney dans son nouveau Cabinet. Après avoir longtemps attendu qu'on fit appel à son concours, celui-ci, en 1725, s'était enfin décidé à entrer en bataille contre le ministère (1).

Vers ce moment lord Bolingbroke, revenant de l'exil, arrivait en Angleterre (2). L'ancien ministre de la reine Anne, que sa mort avait obligé à chercher un refuge sur le continent, avait été vite dégoûté d'y servir la cause du Prétendant et avait enfin obtenu de Georges I^{er} la permission de rentrer dans sa patrie. Il restait pourtant encore privé de ses droits politiques, et n'avait aucun espoir de rentrer au Parlement, tant que Walpole y serait le maître. Aussi entreprit-il de grouper autour de lui tous les ennemis du ministère. Il avait conservé une grande influence sur le parti tory, où Wyndham suivait docilement ses conseils, et il sut d'autre part exploiter la colère de Pulteney pour le persuader d'unir leurs efforts. En 1726 fut ainsi formée une coalition de tous les opposants, dont le journal, le *Craftsman* devint l'organe. Elle avait pour but de défendre les libertés publiques contre l'envahissement d'un despotisme corrupteur; les tories ne semblaient pas moins anxieux que les whigs de conserver les institutions établies en 1688; mais c'était leur hostilité commune contre Walpole qui scellait en réalité l'union des opposants (3). Lorsqu'ils le virent écarter Townshend et assumer à lui seul la direction des affaires, ils redoublèrent de violence dans leurs attaques. Bolingbroke, en 1730, publia ses « Remarques sur l'histoire d'Angleterre », desti-

(1) William Pulteney, qui devint en 1742 comte de Bath, 1684-1764. Cf. Coxe *R. W.*, t. I^{er}, pp. 350 et suivantes. — Morley, *Walpole*, p. 77.

(2) Henri Saint John, vicomte Bolingbroke, 1678-1751.

(3) Sur l'activité du *Craftsman*, cf. W. Sichel, *Bolingbroke and his time*, t. II, pp. 242 et suivantes.

nées à montrer en Walpole l'héritier de tous ceux qui avaient essayé d'opprimer les Anglais (1), tandis que Pulteney se lançait dans une campagne de pamphlets d'une extrême acrimonie (2).

Après le traité de Vienne, Walpole se sentait toutefois assez solide pour braver ses adversaires. Au lieu de chercher à les diviser, il porta également ses coups contre « les deux honorables patrons du *Craftsman* », Bolingbroke et Pulteney, et il n'hésita pas même à faire rayer le nom de Pulteney de la liste des Conseillers Privés (3).

Mais, en découvrant le programme de réformes intérieures qu'il se proposait maintenant de réaliser, Walpole n'allait pas tarder de fournir à ses ennemis l'occasion tant attendue d'ébranler son prestige.

(1) *Remarks on the History of England*, publiées en 1730 et 1731 dans le *Craftsman*. On les trouvera dans le tome I^{er} des *Œuvres de Bolingbroke*, édition de 1841.

(2) Sur cette campagne, cf. Coxe *R. W.*, t. I^{er}, pp. 361-5.

(3) Newcastle à Pulteney, 14 juillet 1731, *R. O. State Papers Domestic Geo. II*, 23.

Les origines de la crise.

Le discours du Trône qui ouvrit la session de 1732, annonça que la pacification du continent permettrait de réaliser enfin de sérieuses économies (1), et les effectifs de la flotte furent en effet diminués de deux mille matelots. Mais le ministère ne voulut pas se prêter à une réduction de l'armée, qui resta sur le pied de dix-huit mille hommes, et l'opposition en profita pour dénoncer bruyamment le danger que faisait courir à la Constitution une force aussi considérable entre les mains d'un gouvernement ambitieux (2). Cependant, lorsque les grandes lignes du budget furent publiées, elle y trouva une meilleure occasion de s'indigner.

Walpole en effet proposait de réduire à 1 shilling par livre l'impôt foncier, qu'il avait déjà ramené de 3 à 2 shillings en 1730, et, pour retrouver les recettes dont il se privait ainsi, il demandait à rétablir la taxe sur le sel et à contracter un emprunt garanti par son produit. Ces mesures, que rien ne faisait prévoir, furent ardemment discutées, et les principes invoqués par les deux partis au cours de ce débat en firent, pour ainsi dire, le prologue de la bataille de l'accise (3).

Les opposants s'appuyaient sur l'autorité de Locke pour soutenir que la charge des impôts finissait toujours par retomber sur la propriété terrienne ; ils prétendaient que celle-ci aurait plus à souffrir du

(1) *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 864.

(2) *Parl. Hist.*, t. VIII, pp. 882 et suiv. — Brisco, *The economic policy of R. Walpole*, p. 85.

(3) Séance du 20 février 1732. *Parl. Hist.*, t. VIII, pp. 944 et suiv. — Brisco, *op. cit.*, pp. 88 et suiv.

rétablissement de la taxe du sel qu'elle n'éprouverait de soulagement par la réduction de l'impôt foncier. Il leur était d'ailleurs facile de relever l'inconséquence du ministre, qui, deux ans plus tôt, avait lui-même supprimé la taxe sur le sel. Ne disait-il pas alors qu'il voulait venir en aide aux classes commerçantes et industrielles? Rien n'était survenu qui justifiait son changement d'attitude.

Walpole se contentait de répondre qu'il était urgent d'alléger la charge de l'impôt foncier, par lequel « beaucoup de gentilhommes terriens avaient été complètement ruinés » (1); et, en s'exprimant ainsi, en proposant de « rétablir dans leur ancienne condition la noblesse et la gentry », il obéissait sans doute, pour une part, aux intérêts de la politique whig. Il voulait enraciner dans le pays la dynastie hanovrienne en ralliant à son parti les classes agricoles encore attachées à l'ancien régime. Mais Walpole se conformait aussi à des principes économiques plus modernes que ceux dont se réclamaient ses ennemis. Il jugeait avec raison que ce n'était plus la terre qui procurait à l'état ses principales ressources, et, dès le début de son ministère, il affirmait que c'était de la prospérité de son commerce que dépendait désormais la richesse et la grandeur de la nation (2). C'est pourquoi l'impôt foncier, spécifique et non général, lui semblait injuste; on avait eu tort de faire « si longtemps et si lourdement peser ce fardeau sur une petite portion de la collectivité natio-

(1) *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 944.

(2) Discours du Trône du 30 oct. 1721, *Parl. Hist.*, t. VII, p. 913. — W. Cunningham, *The Growth of English Industry and Commerce in modern Times*, Part. I^{er}, 6^e éd. 1921, pp. 425-427. — Dans le pamphlet qu'il publia l'année suivante : *Some general considerations concerning the Alteration and Improvement of Publick Revenues*, 1733, in-8°, p. 9, Walpole soutint au contraire que le poids de l'impôt foncier retombait par incidence sur l'ensemble du pays. Mais il ne faut voir dans ce passage qu'un argument de circonstance destiné à gagner le public à l'idée d'une réduction de cet impôt. — Voir Brisco, *op. cit.*, pp. 89-90.

nale ». La taxe du sel, que chacun acquitterait dans la mesure de sa consommation serait beaucoup plus aisément supportée par le peuple.

Par les mêmes arguments l'économiste Davenant (1), dont Walpole en somme adoptait les vues, avait jadis expliqué que l'État devait demander ses ressources à un ensemble d'impôts perçus sur les consommateurs. Ces principes exposés par le ministre conduisaient à l'établissement de l'accise général préconisé par Davenant ; et ses adversaires ne manquèrent pas de lui prêter ce dessein. Wyndham et Pulteney virent dans le projet actuel un précédent dangereux. Walpole cependant se défendait de nourrir une telle arrière-pensée : « Je suis persuadé disait-il, que personne n'a jamais pensé introduire un accise général dans ce pays ; je puis garantir, pour ce qui me concerne, que je ne l'ai jamais fait. » Mais il ajoutait aussitôt qu'il ne voyait aucune raison de s'effrayer de ces deux mots : accise général. Pourquoi serait-il interdit de transformer la manière de percevoir les impôts, « en choisissant celle qui convient le mieux à la partie commerçante de la nation » ; Walpole montrait qu'un tel régime n'avait pas nui à la prospérité des Hollandais, ni ruiné leurs libertés ; et il osait même déclarer que, « si toutes ou la plupart de nos douanes étaient transformées en accises, notre commerce en général en profiterait » (2). Ces paroles jetaient une lumière inattendue sur les intentions de Walpole ; il niait qu'il voulût établir un accise général, parce qu'il n'avait jamais songé à l'étendre à *tous* les produits, à taxer le pain et l'alimentation courante du peuple (3). Mais il n'en

(1) Cunningham, *op. cit.*, p. 425.

(2) *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 939-960.

(3) C'est ainsi qu'Adam Smith (*Wealth of Nations*, éd. Bohn, 1921, t. II, p. 419) interprète le projet de Walpole. On sait que Smith approuve l'établissement d'une taxe d'accise pourvu que : « all necessities of life and all material of manufactures » en soient exempts.

comprenait pas moins l'utilité d'une réforme de vaste envergure ; et, si, dans la discussion présente, il semblait perdre de vue les intérêts des classes commerçantes, c'est sans doute qu'il se réservait dans la suite de prendre d'autres mesures en leur faveur.

La majorité parlementaire adopta le projet de Walpole (1) ; mais l'opposition découvrit de son côté, au cours de ces débats, un excellent terrain d'attaque. Elle allait dénoncer au pays la double menace de la vie chère et de l'inquisition fiscale, montrer que des fonctionnaires indiscrets pourraient pénétrer dans les demeures des citoyens pour y surveiller jusqu'au « breakfast » des familles. Or une campagne contre l'accise avait d'autant plus de chance de réussite, que le mot rappelait à tous les plus mauvais jours du siècle précédent (2). C'est par ce moyen que la Couronne avait cherché à se procurer des ressources qui l'affranchiraient du contrôle parlementaire ; c'est contre une taxe de ce genre que J. Hampden avait, par une protestation courageuse, donné le signal de la résistance aux ambitions de Charles I^{er}, et dès 1731, le *Craftsman*, enregistrant les premiers bruits d'une réforme fiscale, avait eu soin de réveiller ces souvenirs (3). Après la révolution de 1688, lorsque le Parlement avait à son tour établi des taxes d'accise, il en avait d'autre part attribué le produit à la liste civile ; les opposants pouvaient en tirer argument pour prétendre aussi, avec quelque apparence de raison, que le but inavoué de Walpole était de grossir encore les revenus d'un Prince, déjà doté d'un établissement formidable, et de mettre à sa disposition de nouveaux moyens de corruption.

(1) Sa motion fut votée le 20 février, et le bill rétablissant la taxe du sel fut adopté le mois suivant (5 Geo. II, cap. 6.).

(2) Voir l'histoire des taxes d'accise dans W. Coxe, *R. W.*, t. I^{er} pp. 372 et suiv.

(3) *Craftsman* du 7 avril 1731. On sait que Hampden s'était élevé contre la perception du « ship-money » à l'intérieur du Royaume.

Le rétablissement de la taxe du sel fournit donc à l'opposition l'occasion d'engager la bataille en répandant dans le public un premier pamphlet (1) ; puis le *Craftsman*, sous le pseudonyme collectif de Caleb d'Anvers, commença une série d'articles, qui furent réunis en brochures à l'approche de la session parlementaire (2). Tous les arguments qu'on pouvait invoquer contre les taxes d'accise y étaient longuement exposés.

Cependant le *Craftsman*, recherchant le combat, s'étonnait de ne pas rencontrer de contradicteurs (3), les deux principaux journalistes à la solde du ministre restant silencieux. L'impétueux Walsingham gardait dans le *Free Briton* une réserve inaccoutumée. Son compagnon, le sentencieux Osborne, avait un instant essayé de prendre, dans le *London Journal*, la défense des taxes de consommation ; « un accise général, avait-il affirmé, serait un bienfait national », pourvu que certains produits de première nécessité, en demeurent exempts (4). Mais aux attaques du *Craftsman* il avait ensuite évité de répondre.

Walpole semblait en effet dédaigner le combat. Préparant à loisir la réforme qu'il allait soumettre au Parlement, sûr de pouvoir la justifier par des raisons péremptoires, il comptait qu'en publiant ses intentions, il pourrait, le moment venu, rassurer

(1) *The Case of the revival of the Salt Duty*, 1732, in-8°. — Voir pp. 48-49 l'argumentation empruntée à Locke.

(2) *An Argument against Excises*, et : *The Second Part of an Argument against Excises by Caleb d'Anvers of Gray's Inn esq.*, 1733, in-8°. Ce pseudonyme, dont usaient tour à tour les principaux rédacteurs du *Craftsman*, désigne peut-être ici W. Pulteney. Cependant Percival incline à penser que la seconde est de Bolingbroke (*Journal*, t. 1^{er}, p. 312) — Ces brochures parurent en janvier.

(3) *The Second Part of an Argument...* et *Craftsman* du 7 février.

(4) *London Journal*, 5 juillet 1732. — Voir encore *id.* 14 avril 1731. — Sur Walsingham et Osborne, voir l'introduction de Milton Percival, *Political Ballads illustrating the administration of sir R. Walpole*, 1916, in-8°.

aisément l'opinion (1). En janvier 1733, à l'ouverture de la session, il se plaignit avec vivacité qu'on apprît au public à s'inquiéter de griefs imaginaires (2); mais, loin d'en paraître intimidé, il eut encore l'audace de présenter aux députés un autre projet, qui ne pouvait manquer de les surprendre.

Pour faire face aux dépenses de l'année, le produit de la taxe du sel était insuffisant, car on n'en avait pas retiré les sommes prévues. Walpole demanda alors à prendre dans le fonds d'amortissement les cinq cent mille livres nécessaires pour équilibrer le budget (3). C'était heurter de front des préjugés enracinés dans les esprits. On sait l'effroi qu'inspirait alors aux Anglais la dette qu'ils avaient contractée dans les guerres précédentes. Ils la regardaient comme un monstre prêt à les dévorer; et Walpole avait lui-même gagné sa réputation de financier en leur indiquant un moyen de le combattre. Il avait fait instituer dans ce but un fonds spécial alimenté par une partie des impôts et servant à racheter chaque année une partie de la dette.

Depuis quelques temps néanmoins il semblait se désintéresser de son œuvre. A l'avènement de Georges II ce fonds lui avait procuré fort à propos les ressources dont il avait besoin pour augmenter la liste civile et gagner ainsi les bonnes grâces du nouveau souverain. A plusieurs reprises il avait, d'une façon détournée, porté atteinte au fonds d'amortissement; et il venait aujourd'hui proposer brutalement d'y puiser les sommes nécessaires au service de l'année courante.

(1) Delafaye, secrétaire de Newcastle, à lord Essex, 29 janvier 1733, dans Torrens, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 413. — Lady Irwin à lord Carlisle, 11 février, *Carlisle mss.*, p. 98.

(2) Séance du 27 janvier 1733, *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 1174.

(3) Séance du 7 février, *Parl. Hist.*, t. VIII, pp. 1201 et suiv.

Walpole ne céda-t-il pas au désir égoïste de grandir son pouvoir et d'avantager son propre parti? Plusieurs de ses biographes, qui lui sont le plus favorable, ont blâmé son initiative (1). A les entendre, Walpole aurait voulu éviter à tout prix de relever le taux de l'impôt foncier, afin de ne pas s'aliéner les classes agricoles et de ne pas irriter les députés campagnards. Comme les rentiers, d'autre part, étaient l'un des principaux soutiens de la nouvelle dynastie, que la crainte de voir les Stuarts renier la dette nationale était l'un des plus puissants motifs qui rattachaient le public au régime hanovrien, Walpole pouvait être aussi tenté, pour conserver leur appui, de sacrifier les intérêts du pays à ceux de son parti et de son maître.

On a vu cependant qu'il avait d'autres raisons de s'opposer à une élévation de l'impôt foncier; et, pour ce qui concerne le fonds d'amortissement, sa proposition peut aussi se justifier.

La conversion, qui, en 1727, avait permis de réduire de 5 à 4 % les intérêts de la dette, avait déjà sensiblement allégé le poids dont elle grevait le budget. Le fonds d'amortissement au contraire n'avait pas cessé de grandir; et Walpole pouvait annoncer au Parlement que le prélèvement qu'il proposait laisserait encore disponible un million de livres (2). Il n'avait aucunement renoncé à amortir la dette, mais il jugeait nécessaire de ne pas le faire trop rapidement (3). L'état du marché financier rendait alors très difficile aux rentiers, dont les titres étaient rem-

(1) Coxe, *R. W.*, t. 1^{er}, p. 369. — Ewald, *Sir Robert Walpole*, p. 224. — Morley, *Walpole*, pp. 180-2 (plus favorable). — Brisco, *op. cit.*, pp. 62 et suiv. — Torrens, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 409, toujours hostile à Walpole est particulièrement sévère.

(2) Howard à lord Carlisle, 7 février, *Carlisle mss.*, p. 101.

(3) La dette nationale s'élevait à 50 millions de livres au moment où Walpole prit le pouvoir (1721); elle était de 43 à sa chute (1742.) Cf. *Public Income and Expenditure, 1688-1869*, Parliamentary Papers, 1869.

boursés, de trouver d'autres placements aussi rémunérateurs. On ne pouvait accélérer l'opération sans provoquer dans le public un sérieux mécontentement. Sans doute le ministre en venait-il alors à regarder la dette avec des yeux moins craintifs que ses contemporains. Il estimait que le pays était maintenant de taille à la supporter, et qu'augmenter sa vigueur était peut-être le meilleur moyen de lui en faire sentir moins lourdement la charge (1).

Pour y parvenir Walpole se fiait au projet d'accise qu'il allait sous peu proposer. Aussi avait-il soin de déclarer que l'emprunt au fonds d'amortissement n'était, dans sa pensée, qu'un expédient provisoire, destiné à lui procurer cette année les ressources qu'il comptait demander ensuite aux nouveaux droits de consommation. Mais ce langage l'exposait aux critiques de ses adversaires, qui s'appliquaient à montrer à l'avance les effets funestes de la taxe d'accise (2).

Si Walpole réussit encore assez facilement à faire ratifier par une majorité docile son projet d'emprunt (3), il dût bientôt reconnaître que la campagne menée par les opposants avait soulevé dans le pays, et jusque dans les rangs des députés, une dangereuse émotion. Beaucoup de membres du Parlement recevaient alors de leurs électeurs l'ordre de ne pas voter l'impôt d'accise, et l'offensive passionnée des opposants était ainsi parvenue à troubler l'atmosphère de Westminster. La presse publiait, à titre d'exemple, les instructions que les bourgs de St-Albans et de Coventry adressaient à leurs représentants, mais beaucoup d'instructions semblables venaient en même temps semer l'inquiétude dans l'esprit des dépu-

(1) Grant Robertson, *England under the Hanoverians*, 1911, in-8°, p. 70.

(2) *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 1203.

(3) Il l'emporta le 7 février par 245 voix contre 135. (6 Geo. II, cap. 25).

tés (1). Lord Percival, fort ennuyé d'apprendre que la corporation de Harwich, dont il était le représentant, était hostile à la réforme fiscale, n'était qu'à demi rassuré d'entendre H. Walpole lui dire qu'à Norwich ses propres électeurs manifestaient les mêmes sentiments (2).

Les marchands de Londres s'étaient jetés dans la bataille avec ardeur, et faisaient auprès de leurs correspondants provinciaux une active propagande. Ceux d'entre eux qui se livraient au commerce du tabac et du vin, apprenant que les projets de Walpole devaient en premier lieu les atteindre, prenaient aussitôt position contre eux (3). En février, la Cité rédigeait pour ses députés des instructions, qui mettaient en lumière les conséquences ruineuses pour le commerce et pour la liberté qu'aurait la réforme envisagée (4).

Les partisans de Walpole ne pouvaient plus dès lors ignorer que la campagne de leurs adversaires avait obtenu un extraordinaire succès : « Il n'y a personne, constatait le secrétaire de Newcastle, qui n'ait été amené à croire qu'il devra payer un accise avant de manger son pain et son fromage ou de boire sa bière » (5). Hervey, de son côté, nous rapporte qu'il n'y avait : « presque point de ville en Angleterre, grande ou petite, dont les neuf dixièmes des habitants ne fussent persuadés... que tous leurs aliments,

(1) Instructions de St Albans et Coventry, 20 janvier, dans le *London Magazine*, 1733, p. 41. — Cf. aussi A. E. corr. Angl., 379, ff. 135-6. — Instructions de Bristol et Leicester, 20 janvier, dans les *Carlisle mss.*, p. 95. — Instructions du bourg de Carlisle, 14 mars, *id.*, p. 102. — Appréciations de la presse dans le *Lond. Journal* du 31 janvier, et le *Craftsman* du 7 février.

(2) *Diary of lord Percival, earl of Egmont*, t. I^{er}, p. 312.

(3) Il y eut une réunion de ces marchands le 16 janvier, *Lond. Mag.*, 1733, p. 38.

(4) Instructions de la Cité, 16 février, dans le *Lond. Mag.*, 1733, p. 95. — Chavigny à Chauvelin, 5 mars, A. E. corr. Angl., 379, f. 145.

(5) Delafaye à lord Essex, 29 janvier, dans Torrens, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 413.

tous leurs vêtements seraient taxés, qu'une colonie d'employés de l'accise allait s'établir dans chaque village du royaume, et qu'elle aurait le pouvoir de pénétrer à toute heure dans toutes les maisons » (1).

Le ministère devait-il, dans ces conditions, braver l'impopularité et présenter au Parlement ses projets de loi ? A la fin de février un conseil en délibéra (2); mais Walpole refusa de céder au torrent, disant qu'une reculade aussi tardive semblerait un aveu des sombres desseins que ses ennemis lui prêtaient. Tout autour de la capitale une vingtaine d'émissaires à ses gages s'en allèrent étudier les dispositions du public, et « milliers sur milliers d'écrits sous différents titres » se répandirent dans les provinces (3).

Prenant lui-même la plume le ministre enfin voulut exposer les grandes lignes de la réforme qu'il préparait et que tout le monde critiquait sans la connaître. Dans la pluie de pamphlets qui s'abattait sur le public, celui-ci retint spécialement l'attention (4).

Walpole lui avait donné la forme d'une réponse écrite par un député aux instructions de ses électeurs et il s'y exprimait avec une modération, une simplicité qui contrastaient avec les violentes déclamations dont usaient les autres écrivains. Protestant contre l'accusation « entièrement gratuite » et « chimérique » (5), qui lui attribuait le dessein d'établir un

(1) Hervey *Memoirs*, t. I^{er} p. 176. — Cf. aussi lady Irwin à lord Carlisle, 11 février, *Carlisle mss.*, p. 95.

(2) D'après une note des A. E., corr. Angl., 379, f. 227 (1^{er} mars), qui place ce conseil le 20 février.

(3) A. E., corr. Angl., 379, f. 279 (12 mars), f. 313 (19 mars) et f. 330 (23 mars). — Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, p. 162, résume les arguments de Walpole.

(4) *A Letter from a Member of Parliament to his friends in the country concerning the duties on wine and tobacco*, 1733, in-8° (datée du 2 mars). — On a vu plus haut (p. 12) que Walpole avait également publié un autre pamphlet; mais ce dernier, moins détaillé et uniquement composé dans un but de propagande, offre peu d'intérêt.

(5) *A Letter from a M. P...*, p. 7.

accise général, il n'hésitait pas cependant à poser dans toute son ampleur le problème financier. Son but était de « maintenir l'impôt foncier à un shilling et le fonds d'amortissement à un million »; pour l'atteindre il suffisait, disait-il, d'arrêter l'évasion fiscale, car les fraudes douanières étaient énormes : « Si je disais, écrivait-il, que pas un droit n'est payé pour la moitié ou peut-être pour le tiers des produits consommés à l'intérieur du royaume... je suis persuadé que ce serait rester en deçà de la vérité. » (1) La transformation des douanes en accises serait un moyen efficace de récupérer ces ressources; l'expérience en avait été faite pour le thé, le café et le chocolat, qui, depuis, rapportaient à l'Échiquier un excédent considérable (2); pour le tabac et le vin on pouvait en attendre un profit annuel de quatre à cinq cent mille livres (3).

Cette réforme n'aurait d'autre part aucune des conséquences désastreuses que les opposants annonçaient. L'armée nouvelle d'employés de l'accise, dont ils prédisaient les ravages, serait en réalité réduite à un corps de 150 inspecteurs dont les pouvoirs ne dépasseraient pas ceux des douaniers (4).

Le commerce britannique n'avait pas non plus lieu de craindre cette innovation; et Walpole, en le prouvant, se laissait entraîner aussi à envisager le problème commercial dans son ensemble. Fidèle à la doctrine mercantiliste qui lui faisait rechercher une balance favorable, il rappelait que les Anglais devaient développer, avec l'exportation de leurs produits manufacturés, l'importation des matières premières, et qu'ils devaient enfin de transporter des marchandises de toutes origines dans toutes

(1) *Op. cit.*, p. 12.

(2) *Op. cit.*, p. 19.

(3) *Op. cit.*, p. 18.

(4) *Op. cit.*, p. 32.

les parties du monde (1). Son projet permettrait le libre développement de cette dernière branche du commerce, tandis que le système actuel de droits d'entrée, combinés avec des primes de réexportation, imposait aux marchands des formalités compliquées et une immobilisation gênante de leurs capitaux (2). Aussi Walpole laissait-il entrevoir qu'il attendait de sa réforme une grande expansion commerciale ; mais, comprenant qu'il devait, pour rassurer le public, la lui présenter sous un jour très modeste, il se bornait, en guise de conclusion, à demander si les commerçants honnêtes voulaient continuer à faire le jeu des fraudeurs ou collaborer à la prospérité générale (3) ?

Pulteney ne manqua pas de manifester la surprise qu'il éprouvait à entendre le ministre avouer son ambition de transformer l'Angleterre en un port franc et un entrepôt libre. L'Angleterre possédait déjà sans conteste le marché du tabac, et elle ne pouvait espérer jamais conquérir celui des vins ; c'était donc à d'autres impôts frappant d'autres articles que les paroles de Walpole devaient s'appliquer ; la loi qu'il défendait aujourd'hui devait conduire à l'établissement d'un accise général. D'une plume alerte Pulteney traçait le tableau des tribulations réservées aux marchands, lorsque, pour vendre leurs produits, ils devraient obtenir un permis, « attendre le bon plaisir de petits clercs, qui, peut-être, seraient en train de faire bombance au cabaret voisin » (4).

(1) *Op. cit.*, p. 21 « ...in being carriers and storekeepers of any commodities whatsoever to and from any part of the world what soever ».

(2) *Op. cit.*, p. 23.

(3) *Op. cit.*, p. 35.

(4) *The Budget opened*, 1733, in-8°, p. 25 (par W. Pulteney).

L'échec du projet d'accise.

Pour imposer silence à ceux qui lui prêtaient l'intention d'esquiver le combat, Walpole avait annoncé quinze jours à l'avance qu'il soumettrait, le 26 mars, son projet au Parlement (1). Une foule immense entourait ce jour-là le Palais de Westminster, mais, « quoiqu'on n'ait jamais vu un aussi grand concours de monde de tous rangs et de toutes conditions... il n'y eut aucun désordre. » Quelques cris seulement accueillirent au passage les députés de la majorité.

Depuis la veille, de nombreuses députations d'électeurs venaient rappeler à leurs représentants leur devoir; et Walpole dut, dit-on, rabrouer vertement quelques-uns de ses partisans, qui lui avouaient leur perplexité (2).

Il ouvrit le débat en présentant une motion tendant à remplacer les droits de douanes perçus sur le tabac par une taxe d'accise, et durant deux heures il expliqua à la Chambre, siégeant en comité, son projet (3).

Une fois de plus il se défendit de vouloir établir un accise général : « Ce serait un crime de ma part, déclara-t-il, de le proposer, un crime de la vôtre de l'accepter (4) ». Pour aujourd'hui il ne voulait même s'occuper que du tabac, réservant à une loi spéciale la réforme des droits sur les vins. Il s'étendit alors sur une longue description des divers procédés

(1) *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 1233. — Howard à lord Carlisle, 7 mars, *Carlisle mss.*, p. 101.

(2) *A. E.*, corr. Angl., 379, f. 359. — *Lond. Mag.*, 1733, p. 157.

(3) *Parl. Hist.*, t. VIII, pp. 1268 et suiv. utilise le texte publié par Coxe, *R. W.*, t. I^{er}, pp. 385 et suivantes, d'après les notes manuscrites de Walpole.

(4) *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 1270.

employés par les contrebandiers. Si l'on déjouait leurs manœuvres, même en réduisant l'impôt de 6 pence $1/3$ à 4 pence et 3 farthings par livre, on assurerait au Trésor un bénéfice de deux à trois cent mille livres par an. Les 3 farthings continueraient à être levés par la douane au profit de la Couronne, qui ne tirerait ainsi de la réforme aucun avantage ; et l'on ne pourrait pas accuser le ministre de travailler égoïstement à grossir les revenus de son Maître (1). Quant à l'accise de 4 pence, Walpole en expliqua le fonctionnement, insistant sur les précautions multiples dont il entourait la visite des entrepôts, sur les facilités assurées aux marchands pour en appeler, des condamnations prononcées par les commissaires de l'accise, aux juges des assises ou des Cours de la capitale.

Quelles seraient donc dans le pays les répercussions de la loi nouvelle ? En augmentant les ressources du Trésor, elle permettrait d'alléger les charges qui pesaient sur les propriétaires fonciers ; mais ce seraient surtout les commerçants qui en tireraient avantage (2). A la fin de son discours, comme au cours de son pamphlet, Walpole se complut à annoncer un progrès décisif du commerce national ; et ses auditeurs durent être un peu surpris de l'entendre conclure : « Tel est le monstre, le monstre à têtes mul-

(1) Walpole avait introduit dans son projet deux amendements pour répondre aux critiques que ses partisans eux-mêmes lui adressaient. Le public ne voulait pas accepter un accroissement de la liste civile ; Walpole décida que la partie des droits perçus sur le tabac qui revenait à la Couronne, continuerait à être levée par les employés des douanes. On craignait d'autre part de soumettre les marchands à la seule juridiction des fonctionnaires de l'accise. Walpole ne voulut pas les autoriser à porter leurs griefs devant le jury, mais il organisa en leur faveur une procédure d'appel.

(2) Le tabac destiné à la consommation intérieure allait bénéficier d'une diminution sensible de droits. Pour le tabac réexporté les marchands ne seraient plus astreints à payer les droits d'entrée et à en réclamer ensuite le remboursement. — Voir l'énumération des droits frappant le tabac dans une note des A. E., corr. Angl., 379, f. 361.

tiples qui, devait dévorer le peuple... Combien il était juste de le dépeindre sous ce jour, je laisserai à ce comité et à ceux qui sont en dehors de ces portes le soin de l'apprécier. Je suis assuré qu'il sera très profitable aux finances publiques et qu'il aidera à faire de Londres un port franc et, par suite, le marché du monde (1). »

Les explications lucides de Walpole impressionnèrent l'assemblée (2); puis l'attorney général Ph. Yorke, juriste réputé, lui prêta un concours efficace en montrant que rien dans son projet ne pouvait mettre en danger la Constitution (3). Pour ressaisir les esprits, deux représentants de la Cité se jetèrent dans la lutte; mais l'alderman Perry, parlant au nom des marchands de tabac de la capitale, ne trouva guère d'arguments précis à mettre en avant, et sir John Barnard, dont Walpole redoutait la parole acérée, demanda qu'on fit alors comparaître devant la Chambre les commissaires des douanes (4).

Il ne semble pas que leur interrogatoire lui apportât l'aide qu'il en escomptait, car les commissaires ne s'accordèrent point pour évaluer les sommes dont la contrebande frustrait le trésor public (5).

Il ne restait plus à l'état-major des opposants qu'à

(1) Coxe R. W., t. I^{er}, p. 399. — *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 1281.

(2) Howard à lord Carlisle, 26 mars, *Carlisle mss.*, p. 103. — *Percival's Diary*, t. I^{er}, p. 343.

(3) *Parl. Hist.*, t. VIII, pp. 1287 et 1295.

(4) *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 1282. Sir John Barnard, l'un des plus violents adversaires de l'accise, (voir, *id.* p. 1234) fut élu en 1737 lord maire de la Cité, et devint l'un des principaux chefs de l'opposition. Walpole le craignait tout spécialement, disant à son sujet : « It is one I shall never forget ; I have often felt his power », (*Memoirs of the late Sir John Barnard*, 1776, in-4°, p. 8).

(5) Le texte de la *Parl. Hist.* (t. VIII, p. 1292) ferait croire que les commissaires des douanes donnèrent tort à Walpole. Mais il passe sous silence la déposition de M. Hill, déclarant que le Trésor était frustré de la moitié des droits qui devaient lui revenir, qui paraît avoir fait grande impression sur l'assemblée. Voir Howard à lord Carlisle, 26 mars, *Carlisle mss.*, p. 103.

tenter d'émouvoir l'assemblée par la violence de ses attaques. Ses chefs vinrent, l'un après l'autre, affirmer que Walpole cachait quelque dessein secret, infiniment dangereux. Pulteney, sur le mode ironique, se moqua d'un ministre, qui, en vrai charlatan, s'offrait tour à tour à éteindre la dette, à réduire l'impôt foncier, ne cherchant qu'à dépouiller de leur argent ceux qui se fieraient à ses promesses. Wyndham, en grande colère, déclara qu'oser soutenir un projet contre lequel l'opinion s'était si fortement prononcée, c'était jeter une insulte à la face de tout le peuple d'Angleterre (1).

En entendant ce langage, Walpole, pour une fois, se départit de son calme accoutumé. Dans une réplique ardente il évoqua la foule qui, à l'appel de ses adversaires, se pressait autour du Palais. Combien facile il serait aujourd'hui pour les fauteurs de désordre d'y susciter une émeute ! Ceux qui avaient assemblé le peuple seraient-ils alors capables de l'apaiser ? L'un des opposants avait osé parler des manifestants comme d'une « modeste multitude ». — « On peut, répliqua-t-il, leur donner le qualificatif qu'on voudra, dire qu'ils sont venus ici comme d'humbles suppliants ; mais je sais bien qui la loi désigne par les mots de *sturdy beggars* ; je sais que ceux qui les ont appelés escomptaient que telle serait leur conduite » (2).

Ces derniers mots firent scandale ; et, par la suite, Walpole se les entendit plus d'une fois reprocher ; mais ils ne l'empêchèrent point de l'emporter, car sa motion fut adoptée par une majorité de 61 voix (3).

(1) *Parl. Hist.*, t. VIII, pp. 1300-1304. — Coxe R. W., t. I^{er}, p. 400.

(2) *Parl. Hist.*, t. VIII, pp. 1305-1306. — Coxe R. W., t. I^{er}, pp. 401-2. — Le ministre faisait allusion à la loi votée sous le règne d'Elizabeth (39 Eliz. c. 4. — *Statutes of the Realm*, t. IV, p. 899 : *An Act for punishment of Rogues, Vagabonde and Sturdy Beggars*), qui donne une définition détaillée de ces termes. — « Sturdy, epithet of beggars and vagabonds who are able-bodied and apt to be violent ». (*Oxford English Dictionary*).

(3) *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 1308.

Lorsque, deux jours après, le vote du comité fut présenté à l'approbation de la Chambre, les opposants rouvrirent le débat, et, pendant près de douze heures, Walpole dut encore tenir tête à leurs attaques. A 60 voix de majorité les Communes décidèrent enfin de prendre en considération le projet qui leur serait soumis (1).

Mais, avant d'en aborder la discussion, le Parlement se sépara pendant les vacances de Pâques, et l'opposition utilisa ce délai pour intensifier sa propagande.

On vit « arriver journellement des députés extraordinaires des quatre coins de l'île, pour faire eux mêmes des représentations au Parlement. » Des électeurs du comté de Kent prirent l'initiative d'une nouvelle manœuvre d'intimidation, en annonçant qu'ils étaient décidés à ne pas réélire ceux de leurs représentants qui se prononceraient en faveur de l'accise, et « la plupart des comtés, villes et corporations du Royaume » suivirent cet exemple. La municipalité de Liverpool fit brûler en place publique un journal favorable au ministère, et le Lord Maire de la Cité fit procéder à une exécution semblable (2).

Quand, le 15 avril, la première lecture du bill commença au Parlement, l'opposition se montra résolue à n'épargner aucune manœuvre pour l'arrêter. Sous le prétexte que les articles qui lui étaient présentés n'étaient pas conformes aux résolutions antérieures de la Chambre, elle souleva un premier débat et se fit battre par 56 voix. Une motion d'ajournement aussitôt proposée par Sandys entraîna une nouvelle discussion, où la majorité tomba à 38. Le passage en seconde lecture fournit enfin aux opposants l'occa-

(1) Sur cette séance le compte rendu sommaire publié dans la *Parl. Hist.*, (t. VIII, pp. 1314 et suiv.), doit être complété par celui des A. E. corr. Angl., 379, f. 359. Voir aussi *Percival's Diary*, t. I^{er}, p. 343, et *Carlisle mss.*, p. 105.

(2) A. E. corr. Angl., 380, ff. 27-29. — *Percival's Diary*, t. I^{er}, p. 343.

sion de répéter tout au long leurs critiques. On entendit le capitaine Vernon déclarer que, pour mettre fin à la contrebande, il suffirait de pendre quelques douaniers ; l'alderman Perry se donna beaucoup de peine pour démontrer que la réforme n'apporterait pas au Trésor un profit de plus de douze mille livres, et, dans le vote final, Walpole ne l'emporta que par un écart de 36 voix (1).

Au lendemain de cette séance épuisante, le gouvernement vit surgir une nouvelle motion de Sandys, demandant que le bill fût imprimé et distribué aux députés. Ils avaient besoin, disait-on, d'étudier de près une mesure aussi grave, et Walpole, ayant toujours affirmé que leurs craintes se dissiperaient lorsqu'ils connaîtraient le détail de sa réforme, aurait mauvaise grâce à s'y opposer. Le ministre sut gagner le temps nécessaire pour battre le rappel de ses partisans, et la motion fut rejetée par 128 voix contre 112. Mais lui-même prit alors l'initiative de proposer que la discussion du bill concernant l'accise des vins, qui devait s'ouvrir le lendemain, fût remise à huitaine. Les forces, disait-il, lui manquaient pour livrer ce nouveau combat (2).

Cette demande de répit n'était-elle pas un premier aveu d'impuissance ? Voyant se multiplier les déflections dans les rangs des députés, Walpole commençait en effet à redouter un échec ; et d'autre part la bataille qu'il lui faudrait livrer à la Chambre des Lords, ne s'annonçait pas moins rude.

Un groupe actif d'ambitieux mécontents n'y attendait qu'une occasion propice de se joindre aux attaques que Carteret et, du fond de sa retraite, lord Bolingbroke préparaient contre le ministère. Déjà

(1) Sur cette séance les renseignements sommaires de la *Parl. Hist.*, (t. IX, p. 7), sont complétés par ceux du *Percival's Diary*, t. I^{er}, pp. 347-53 et des *Carlisle mss.*, p. 109.

(2) *Parl. Hist.*, loc. cit. — *Carlisle mss.*, p. 110. — A. E. corr. Angl., 380, f. 80.

Chesterfield avait jeté le masque en poussant ses trois frères à voter aux Communes contre Walpole (1) ; avec lui commençaient à conspirer tout haut plusieurs personnages d'importance, qui supportaient avec aigreur d'être pourvus de charges honorifiques, mais écartés du pouvoir. Lord Cobham, lord Stair, le duc d'Argyle, soldats des campagnes de Marlborough, en avaient peut être rapporté leurs allures autoritaires et leur humeur irritable. Un siège au Conseil Privé et un régiment de dragons, ce n'était pas assez pour contenter l'ambition de Cobham qui, dans son palais de Stowe, groupait autour de lui une Cour de mécontents (2). La vice-amirauté d'Écosse ne consolait point lord Stair (3) de n'être pas consulté sur les affaires de ce royaume, où Walpole préférait utiliser les services des Campbell, lord Islay et son frère Argyle (4). Le duc lui-même n'était pourtant qu'à moitié satisfait ; et le rôle de premier plan qu'il avait tenu lors de l'établissement de la nouvelle dynastie, en faisait toujours un personnage embarrassant.

Moins apparente, mais non moins vivace, était la rancune du comte de Wilmington. Il ne pouvait oublier qu'à son avènement Georges II l'avait chargé de diriger son premier ministère, et, qu'au moment de s'emparer du pouvoir, il s'en était vu tout à coup écarté par une manœuvre adroite de Walpole. Une pairie et les fonctions de Lord Pré-

(1) Craig, *Life of Chesterfield*, p. 136. L'auteur exagère l'importance du rôle joué par Chesterfield aux dépens de celui de Bolingbroke.

(2) Richard Temple, vicomte Cobham, 1669-1749. Sur son rôle à ce moment, voir les papiers de Marlborough (*Commission royale des Manuscrits*, Rapport VIII, app. p. 18). — Cf. Rosebery *Chatham.*, in-8°, 1910, p. 131.

(3) Lord Stair, 1673-1747 avait été ambassadeur en France de 1715 à 1720.

(4) Archibald Campbell, comte d'Islay, 1682-1761. — John Campbell duc d'Argyle, 1678-1743. A la mort de la reine Anne son intervention au Conseil Privé avait déjoué les intrigues jacobites, et c'est lui qui, en 1715, avait réprimé l'insurrection écossaise.

sident n'étaient à ses yeux qu'une maigre compensation (1).

Lord Stair eut l'audace de se faire le porte-parole des mécontents (2), et d'aller dénoncer à la Reine la politique de Walpole qui, haï de tout le monde, mettait par son obstination la Couronne même en péril. Mais, comme il en venait à dire que sa conscience ne lui permettrait pas de voter le bill d'accise, la Reine l'interrompt : « Ah, milord ! ne me parlez point de conscience. Vous me faites évanouir ! » Elle lui déclara tout net qu'il obéissait aux ordres de Bolingbroke et de Carteret, « deux des plus grands menteurs et fripons qui existent », et qu'elle n'en était pas réduite à implorer leur protection.

Georges II ne mettait pas moins de passion à prendre fait et cause pour le ministre qu'il regardait comme l'indispensable conseiller de la Couronne. L'adresse de Walpole était parvenue à le convaincre que la grandeur de son règne l'obligeait, après avoir établi une paix glorieuse en Europe, à inaugurer un programme de réformes intérieures. L'obstination têtue du Souverain lui faisait d'ailleurs apprécier la ténacité de son ministre. Il l'admirait de tenir tête à ses ennemis : « C'est un brave, s'écriait-il, c'est l'homme le plus courageux que je connaisse ! (3) »

Mais ces témoignages de sympathie pour Walpole ne suffisaient point à décourager ses adversaires, qui préparaient à la Chambre des Lords une dangereuse offensive. Walpole pouvait y craindre bien des défections ; plusieurs évêques semblaient résolus à voter contre lui, et la moitié des pairs écossais se comporteraient de même. L'Écosse ne paraissait pas

(1) Spencer Compton, comte de Wilmington, 1673-1743. Voir Morley, *Walpole*, pp. 86 et suiv. — Torrens, *op. cit.*, p. 396.

(2) Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, pp. 170-2, raconte tout au long cet incident. Il est antérieur au débat de la Chambre des lords dans lequel Carteret, le 17 mars, y fit allusion. Voir *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 1255.

(3) Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, p. 186.

mieux disposée à accueillir l'impôt du tabac qu'elle ne l'avait été jadis à accepter celui des malt (1).

Le 20 avril, une réunion des lords opposants se tint chez Cobham et, parmi ceux qui y prirent part, parut une recrue nouvelle, lord Scarborough, dont l'intervention allait précipiter le dénoûment de la crise (2).

Le noble lord exerçait à la Cour et dans la Chambre une influence extraordinaire, qui reposait, semble-t-il, moins sur ses talents que sur son caractère. D'humeur aimable, de manières polies, il n'apportait dans ses allures aucune affectation de vertu, et, dans le monde corrompu qui l'entourait, il ne s'érigeait point en censeur. Mais, pour lui-même, il poussait le désintéressement jusqu'au scrupule, et il aurait volontiers renoncé aux honneurs de sa charge, s'il n'avait craint que sa retraite ne parût à ses contemporains un geste de blâme et d'orgueil. Aussi tous s'accordaient-ils pour admirer son mérite et sa réserve. Sa parole était écoutée à la Chambre comme au Palais, et, dans la crise présente, lui seul était capable de parler en arbitre.

Peut-être la Reine prit-elle l'initiative de le consulter ? Mais il paraît plus probable que son intervention se produisit à la demande de son ami Chesterfield, qui, connaissant son influence, avait tout fait pour le séduire et l'effrayer. En tout cas, le 20 avril, Scarborough, à la grande surprise de Walpole, vint lui déclarer qu'il était temps d'abandonner la lutte (3).

(1) A. E. corr. Angl., 379, f. 80. — *Percival's Diary*, t. I^{er}, pp. 355-6.

(2) Richard Lumley, second comte de Scarborough était alors « master of the horses » et membre du Cabinet. Voir son portrait par Chesterfield (*Letters*, éd. Bradshaw, t. III, p. 1420), et le jugement de Horace Walpole, cité par Ernst, *Memoirs of... Chesterfield*, p. 137, note 1. — *Dépêches de Cantemir*, 10 avril, p. 100.

(3) Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, p. 187. La version de l'incident généralement adoptée, d'après laquelle Scarborough se serait adressé directement au Roi ou à la Reine, nous paraît démentie par Hervey (p. 194). — Cf. Ewald, *Sir Robert Walpole*, p. 240. — Torrens, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 417. Nous ne savons où ces auteurs ont pris leur version. Coxne ne parle même pas de l'intervention de Scarborough.

Le pays, disait-il, était prêt à la révolte, et l'on ne pouvait compter sur l'armée pour la réprimer. Les soldats, convaincus qu'ils allaient devoir payer leur tabac plus cher, étaient hostiles à la réforme; lui-même n'était point assuré d'être obéi par son propre régiment.

Scarborough se faisait ainsi le porte-parole des lords qui conspiraient contre le ministère et qui exerçaient de grands commandements militaires. Walpole cependant ne voulut pas voir seulement dans ses propos l'écho de leurs intrigues, mais l'effervescence du public le porta à conclure qu'il ne pouvait pas négliger son avertissement.

Ce même jour, la Cité préparait contre la loi d'accise une nouvelle attaque. Malgré les efforts de Walpole (1), son Conseil arrêtait les termes d'une pétition, qu'il irait le lendemain présenter à Westminster.

Walpole comprit donc qu'il lui fallait reconnaître sa défaite; le soir du 20 avril, il vint, avec une brusquerie qui ne manquait point d'adresse, l'annoncer aux Souverains. Pour contenter le public on pouvait, déclara-t-il, ou laisser tomber le projet, ce qui peut-être ne serait pas suffisant, ou laisser aussi tomber son auteur; et tout alors rentrerait dans l'ordre. Mais quelles seraient dans la suite les conséquences d'une capitulation devant la populace, devant des politiciens incapables de s'accorder entre eux? Il ne se permettrait pas de le dire, pour n'être point soupçonné de vouloir s'attacher au pouvoir. La Reine, en larmes, lui reprocha de l'abandonner, et le Roi, très dignement, lui répondit qu'il combattrait et succomberait avec lui (2). Walpole reconnut alors qu'on ne pouvait avec honneur se dérober au combat qui allait se livrer le lendemain, lorsque la pétition de la

(1) Walpole avait, semble-t-il, essayé de désarmer l'hostilité de la Cité en lui offrant d'amender son projet. Cf. A. E. corr. Angl., 380, f° 29 (9 avril).

(2) Hervey, *Memoirs*, t. I, pp. 189 et 191.

Cité serait soumise au Parlement; cependant il resta, semble-t-il, résolu à retirer ensuite son projet.

Le 21 avril, un cortège de deux cents carrosses, qui s'étendait de Westminster à Temple Bar, vint apporter aux Communes cette pétition. La Cité annonçait que, si la loi était adoptée, « la partie marchande de la nation, non seulement éprouverait plus de difficulté à commercer, mais serait même entièrement dégoûtée de le faire » (1). Les opposants désiraient que la cause des pétitionnaires pût être défendue par le ministère d'avocats; mais le gouvernement répondit qu'il était contraire aux usages de recevoir des pétitions contre l'établissement d'impôts, et qu'il ne fallait pas encourager la prétention de la Cité à s'ériger en conseiller du Parlement. Cinq heures durant de nombreux orateurs se battirent à coups de précédents sur ce terrain; et, bien que le gouvernement finit par avoir l'avantage, ce ne fut qu'à la faible majorité de 17 voix (2).

Si Walpole conservait encore quelque espoir de succès, ce vote le détruisait. En l'apprenant, ses ennemis se répandirent hors de la salle avec des cris de victoire; lui, appuyé sur la table du *Speaker*, son chapeau rabattu sur les yeux, resta un moment immobile; puis se tournant vers quelques-uns de ses amis, qui l'observaient en silence, il les entraîna dans sa demeure. Après le souper, avec un sourire un peu forcé, il leur déclara : « Cette danse ne va pas continuer, et demain je sonnerai la retraite. » — « Je ne veux pas, leur expliqua-t-il, être le ministre qui, pour supprimer des taxes, verse du sang. »

Au palais, les Souverains arrivaient à la même conclusion. La Reine, tristement, souleva Harvey, et lui

(1) *London Magazine*, 1733, pp. 215-11. — Harvey, *Memoirs*, t. I, p. 195. — A. B. *curr. Angl.*, 326, f. 25. — *Caution*, op. cit., p. 303-4.

(2) Sur cette séance le compte rendu de la *House of Commons*, t. I, p. 7, doit être complété par celui de *Parliament*, *History*, t. IV, p. 336, et par la lettre de Robinson à lord Carlisle, 25 avril, *Carlisle papers*, p. 179.

lui raconter la séance, en lui disant : « C'est fini, nous devons céder ». Georges II ne cacha pas son dépit, et souvent il interrompit le récit d'Hervey, pour souligner d'un trait sarcastique l'annonce de chaque défection ; mais lui aussi comprit qu'il ne lui restait plus d'autre ressource (1).

Le 22 avril, au moment où les Communes allaient entamer la seconde lecture du bill d'accise, Walpole se leva, et, dans un long discours, rappela quels avantages il en attendait. Son opinion ne s'était pas modifiée ; mais la décroissance continue de sa majorité, les clameurs « artificiellement soulevées dans le peuple », la crainte enfin très répandue que la crise ne mette en danger « la personne et le gouvernement de S. M. », le décidèrent à proposer aujourd'hui l'ajournement de la discussion à deux mois. Nul n'ignorait que la session parlementaire serait close avant ce délai ; c'était donc l'abandon du bill que Walpole annonçait, et il termina son discours en exprimant le vœu que les auteurs responsables de l'agitation populaire n'aient point à en supporter les conséquences : « Je ne souhaiterai pas, dit-il, à mon pire ennemi tant de mal ».

Cependant Wyndham voulut s'opposer à cet ajournement, parce que le Parlement devait rassurer le public en condamnant expressément une entreprise aussi grave ; mais une partie des opposants qui, avec « l'honnête Shippen » étaient moins ardents à poursuivre Walpole dans sa retraite, se rallièrent à la motion, qui fut alors adoptée sans qu'on en vint aux voix (2).

Comme le ministre, refusant de passer par une porte dérobée, sortait du Parlement, il fut entouré dans Westminster Hall par une foule de manifestants,

(1) Hervey *Memoirs*, t. I^{er}, pp. 195-198. — Coxe R. W., t. I^{er}, pp. 403-4.

(2) *Parl. Hist.*, t. IX, p. 7. — A. E. corr. Angl., 380, f. 86. — *Percival's Diary*, t. I^{er}, p. 360. — Robinson à lord Carlisle, 25 avril, *Carlisle mss.*, p. 110.

qui le bousculèrent en brandissant leurs cannes au-dessus de sa tête, et l'auraient jeté par terre si son manteau, qu'ils tiraient, n'était resté dans leurs mains. A grand peine ses amis lui frayèrent un passage jusqu'à son carrosse (1).

Toute la ville était en délire. On sonnait les cloches, on illuminait les maisons et l'on brisait les vitres de celles qui ne s'éclairaient pas. « Dans presque toutes les rues » des feux de joie s'allumaient, où l'on voyait s'enflammer des mannequins à l'image du ministre, ceints du ruban bleu de la Jarretière et le « Tobacco bill » en main.

Dans « toutes les grandes villes » de province des scènes analogues se succédèrent pendant une dizaine de jours. A Oxford, foyer jacobite, les étudiants burent à la santé du Prétendant et de Bolingbroke. Partout on porta celle des 104 députés — les « pères de la patrie » — qui avaient osé se prononcer contre l'accise. La Cité vota à ses représentants une adresse de remerciements, et, de tous côtés, les corporations qui s'étaient déclarées hostiles à la réforme, envoyèrent à leurs membres des félicitations (2).

(1) Morley, *op. cit.*, p. 175. — A. E., *loc. cit.*, f. 87. — *Carlisle mss.*, lettre citée, pp. 108-111.

(2) Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, p. 205. — A. E., *corr. Angl.*, 380, ff. 87, 140 et 144. — *Percival's Diary*, t. I^{er}, p. 362. — *Carlisle mss.*, lettre citée, pp. 108-111. — Cantemir, *op. cit.*, p. 103.

La bataille parlementaire.

« Le Parlement ne conduit plus la nation, écrivait alors notre ministre à la Cour de Londres, mais la nation conduit le Parlement » (1). Le comte de Chavigny se réjouissait de cette crise. Arrivé au lendemain du traité de Vienne, avec l'ordre de se cantonner dans le rôle d'un observateur impartial, il n'avait pas tardé à lier partie avec les opposants avec les tories surtout. Persuadé que la Cour de Versailles, sous l'impulsion de l'énergique Garde des Sceaux, Chauvelin, allait sous peu relever son prestige par les armes, il prévoyait que la guerre serait accompagnée d'une entreprise française en faveur du Prétendant, à laquelle lui-même devait préparer les voies. La bataille de l'accise, ébranlant le pouvoir de Walpole dans le moment où la crise polonaise s'ouvrait sur le continent, lui parut un coup de fortune inespéré. Il s'empressa dès lors de prédire à sa Cour la chute imminente du ministère, et lui demanda l'autorisation d'entamer des pourparlers avec les tories.

Bolingbroke se prêta à ces entretiens, et, par l'entremise de son ami, le marquis de Matignon (2), il accepta de tracer à l'usage des Français un tableau de la politique anglaise. Dans sa vie mouvementée cet incident a passé inaperçu de ses biographes.

A l'entendre (3), les whigs et les tories qui s'étaient unis pour combattre le Ministère ne formaient pas un parti, mais groupaient l'unanimité et exprimaient

(1) Chavigny à Chauvelin, 28 avril, A. E., corr. Angl., 380, f. 132.

(2) Albert, Thomas, Auguste de Goyon de Matignon, connu sous les noms de chevalier, puis de marquis de Matignon. C'est chez lui que Bolingbroke descendit lorsqu'en 1735 il revint en France.

(3) Bolingbroke au marquis de Matignon, 30 juin, A. E., corr. Angl., 380, f. 324.

« au pied de la lettre l'esprit de la nation ». Cependant l'opposition obéissait à des tendances diverses qu'il passait en revue : « Il y a des gens, écrivait-il, qui sont jacobites, si j'ose le dire, par habitude, car je n'en connais presque pas qui le soient par principes. Ils n'ont ni plan général, ni projet détaillé... Ce parti est peu nombreux, quoiqu'il se flatte du contraire, et, quoique téméraire, il n'est brave que jusqu'au dégainer... Il y a dans l'opposition des gens qui se parent du bien public..., mais leur fin c'est de profiter d'une révolution de Ministère ; et, pourvu que la Cour change de mains, soit par composition, soit par force, ils ne se soucient pas qu'elle change de mesures. Je crois que ce parti est plus nombreux que l'autre ; mais celui qui renferme le gros de la Nation, c'est celui qui veut forcer la Cour à changer de Ministre, afin de s'assurer qu'elle changera de conduite. Ce parti entraînera les deux autres ». Ainsi, après avoir prétendu se libérer de l'esprit de parti, Bolingbroke s'appliquait à dénigrer le groupe des Jacobites de Shippen et celui des whigs de Pulteney, pour exalter les tories qui suivaient les directions de Wyndham. Mais quel était le changement de « mesures » et de « conduite » que ceux-ci voulaient imposer à la Cour ? A quoi devait aboutir leur victoire ? Serait-ce une « révolution » ? ou seulement une « réformation », qui réduirait les pouvoirs de la Couronne ? ou ne tomberait-on pas simplement dans « la confusion et l'anarchie » ? Bolingbroke s'avouait incapable de le dire : « Si vous me demandez à cette heure, écrivait-il, à quoy donc toute cette opposition, qui peut et doit avoir des suites, aboutira, je vous répondrai vraiment que je n'en scay rien ». Mais il n'en prétendait pas moins que son activité servait les desseins de la France, en empêchant l'Angleterre affaiblie d'intervenir sur le continent.

Telle était en effet l'opinion du Garde des Sceaux. Bien qu'il s'étonnât que les vues de Bolingbroke

fussent uniquement négatives, il n'en consentit pas moins à lui accorder un subside (1).

Les Anglais devaient se montrer plus exigeants, et l'on comprend qu'ils se soient détournés d'un politicien, qui n'avait aucun programme de gouvernement à leur proposer. L'énergie avec laquelle Walpole, au lendemain de son échec, sut restaurer la discipline de ses troupes, lui permit, dans ces conditions, de regagner promptement l'avantage.

On lui a souvent reproché d'avoir cédé à un mouvement d'humeur, en frappant ceux de ses collègues dont la défection avait perdu la bataille. On a fait observer que les fonctions qu'ils occupaient ne leur donnaient aucune part à la direction des affaires, et l'on a vu cependant dans leur disgrâce la preuve de l'ambition dominatrice du Premier Ministre (2).

Mais faut-il blâmer Walpole de n'avoir pas voulu tolérer d'opposition dans le ministère qu'il dirigeait ? Par là il se conformait exactement aux principes politiques sur lesquels se fondait son gouvernement ; et sa conduite, dans cette passe difficile, montre que, loin d'obéir aux impulsions d'une aveugle colère, il sut se contenter de prendre les sanctions indispensables au maintien de son autorité.

L'hostilité de Chesterfield s'était manifestée avec tant d'éclat que l'ignorer eût paru un aveu de faiblesse. Dès le 23 avril, le Roi lui fit redemander les insignes de « Lord Steward » ; elles furent remises au duc de Devonshire, qui devait rester l'ami fidèle de Walpole jusqu'à la fin de son ministère (3). Le Roi

(1) Chauvelin à Bolingbroke, 20 juillet, et à Chavigny, 14 août, A. E. corr. Angl., 381, f. 81 et 163.

(2) Rosebery *Chatham's early life and connections*, 1910, p. 132. — Von Ruville, *William Pitt earl of Chatham*, trad. anglaise, 1907, in-8°, t. I^{er}, p. 106.

(3) Ernst, *op. cit.*, pp. 119 et suiv. — Torrens, *op. cit.*, t. I, p. 423. — *Percival's Diary*, t. I, p. 362. — Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, pp. 207 et 228. — Voir les lettres de Walpole à Devonshire en 1741 et 42 dans Coxe *R. W.*, t. III passim. — Devonshire fut remplacé dans ses fonc-

aurait voulu sans délai sacrifier beaucoup d'autres victimes à sa rancune ; mais Walpole, satisfait d'avoir montré par cet exemple qu'il pouvait encore compter sur la protection de la Couronne, réussit à l'apaiser. Scarborough, qui, de lui-même, s'était retiré de la Cour, se laissa bientôt persuader d'y revenir ; ni Wilmington, ni son ami le duc de Dorset ne furent inquiétés, et le premier reçut même peu après l'ordre de la Jarretière (1).

Ce furent les opposants qui, en voulant pousser trop loin leurs succès, entraînèrent Walpole à prendre des sanctions nouvelles. Dans la joie de leur victoire ils multiplièrent leurs attaques. Ils commencèrent par reprendre à leur compte une pétition présentée par les marchands de thé, de café et de chocolat, qui demandaient que l'accise frappant ces produits fût également abolie. Elle était cependant profitable au Trésor, et le public, qui la payait sans protestation, n'avait point de motif de s'enflammer à son sujet. Aussi Walpole retrouva-t-il, pour faire rejeter cette prétention, une majorité d'une centaine de voix (2).

Plus dangereuse pour lui fut la motion par laquelle ses ennemis proposèrent d'instituer une commission d'enquête sur la contrebande (3). H. Pelham,

tions de lord du Sceau Privé par lord Lonsdale, dont la réputation d'honnêteté faisait une recrue précieuse pour le ministère.

(1) Une note des A. E. (30 avril, corr. Angl., 380, f. 140) nous apprend que : « si le Roy et la Reyne n'avaient point fait céder leurs ressentiments à la raison et aux fortes instances du Chevalier intimidé, environ dix-huit Seigneurs auraient été entièrement disgraciés ». — Voir, A. E., 4 mai, *loc. cit.*, f. 144. — Lord Clinton, gentilhomme de la Chambre, fut le seul qui partageât la disgrâce de Chesterfield (Newcastle à Clinton, 24 avril, B. M., 32688, f. 3. — Sur lui, Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, p. 207). — Coxe, R. W., t. I^{er}, p. 406, fait croire à tort que le renvoi de Cobham, Bulton, Montrose... suivit immédiatement l'échec du bill d'accise. Voir plus loin, p. 41.

(2) *Parl. Hist.*, t. IX, p. 9. — A. E., corr. Angl., 380, ff. 145 et 258.

(3) Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, p. 215. — *Parl. Hist.*, *loc. cit.*, — A. E., *loc. cit.*, ff. 155 et 173. — Percival (*Diary*, t. I^{er}, pp. 166-7) nous apprend que Pulteney aurait voulu réserver quelques places dans cette commission à des partisans du ministère, mais que Wyndham ne voulut pas s'y prêter.

qui, ce jour-là, représentait à la Chambre le gouvernement, estima qu'après les déclarations que le ministère avait faites sur l'importance des fraudes, il ne pouvait pas refuser une enquête ; mais il eût même l'imprudence d'accepter que le choix des commissaires se fasse au scrutin secret.

L'opposition comptait par ce moyen découvrir dans les fraudes douanières les traces de l'activité corruptrice du ministre et de ses créatures. Mais son calcul fut déjoué par l'adresse de Walpole. A la veille du scrutin il réunit les membres de la majorité, et, dans un discours qu'Hervey nous a transmis (1), il se garda d'avouer ses craintes ; il défendit au contraire la cause du parti whig menacé par une coalition que dirigeaient les Jacobites. C'était le régime lui-même et spécialement le système des partis que l'on cherchait à ruiner ; et Walpole dénonçait en Bolingbroke l'auteur de toute cette intrigue. Ce langage produisit l'effet qu'il en attendait ; le lendemain la liste des candidats ministériels passa toute entière avec une avance de 80 voix.

Mais, tandis qu'aux Communes Walpole retrouvait sa majorité, à la Chambre des Lords ses adversaires réussissaient à le mettre dans l'embarras. Les affaires languissantes de la Compagnie de la Mer du Sud l'obligeaient en ce moment à demander au Parlement l'autorisation de réduire son capital, et une occasion s'offrait ainsi de porter atteinte au crédit de Walpole. Celui-ci n'avait-il pas été l'artisan du relèvement de la Compagnie après le krach désastreux de 1720 ? La manière dont il avait conjuré la débacle avait grandement contribué à fonder sa réputation ; mais on le soupçonnait aujourd'hui d'avoir secrètement favorisé, aux dépens du public, les intérêts de la Compagnie, et spécialement d'avoir permis aux directeurs, responsables de sa faillite, de conserver une par-

(1) Hervey, *Memoirs*, t. I., p. 215.

tie de leurs biens. C'est sur ce dernier point que l'opposition résolut de porter son attaque (1).

Dans une Chambre peu nombreuse elle réussit par surprise à faire décider une enquête ; puis, comme celle-ci révélait que la liquidation de ces biens s'était opérée dans des conditions anormales, les Lords se partagèrent également sur une motion de blâme, que la voix prépondérante du Chancelier fit seule écarter (2). Les opposants s'enhardirent alors à réclamer que l'enquête fût étendue à toute l'activité de la Compagnie depuis 1720 (3). Walpole n'épargna rien pour faire échouer cette proposition, et le Roi le soutint de toute son influence ; mais il n'y réussit que par 75 voix contre 70. Ces débats, mettant en lumière la fragilité du ministère à la Chambre Haute, le décidèrent à prendre de nouvelles sanctions. A quelques jours d'intervalle lord Cobham se vit retirer le régiment qu'il commandait (4) ; puis le duc de Montrose, garde du grand sceau d'Écosse, le comte de Marchmont, garde des rôles d'Écosse, lord Stair, vice-amiral d'Écosse furent dépouillés de leurs charges. Le premier fut remplacé par lord Islay, le frère du duc d'Argyle, qui désormais, plus que son aîné, serait

(1) *Parl. Hist.*, t. IX, p. 91. — A. E. corr. Angl., 380, ff. 154 et 173, séance du 21 mai.

(2) A. E., *loc. cit.*, f. 275. — Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, p. 237. — Séance du 5 juin, *Parl. Hist.*, t. IX, p. 115.

(3) A. E., corr. Angl., 380, ff. 281-3, séance du 12 juin. — *Parl. Hist.*, t. IX, p. 151. Walpole attachait une grande importance à ce vote. Une lettre de Newcastle à Walpole, 13 juin (*Archives de Houghton*) montre la joie qu'éprouva le gouvernement à ce propos : « I never saw my Master and Mistress in such joy as they were last night. We are all in high spirits. I think our affairs are retrieved and we are sanguine about our South Sea Bill. »

(4) Le duc de Bolton perdit également son commandement militaire ; mais sa disgrâce n'eut point le retentissement de celle de Cobham. Voir sur Bolton, Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, p. 211. — Walpole faisait en même temps entrer deux nouveaux pairs à la Chambre des Lords : Hervey et Hinton ; enfin la retraite du chancelier King lui procurait deux nouvelles voix : celles de Talbot, nommé chancelier, et de Hardwicke nommé « lord chief justice ». Voir Hervey *Memoirs*, t. I^{er}, p. 279.

l'agent du gouvernement dans ce royaume. Dans la bataille électorale qui se préparait, l'Écosse devait avoir une importance exceptionnelle ; c'est pourquoi Walpole ne voulait plus s'y heurter à l'hostilité plus ou moins déguisée des autres serviteurs de la Couronne.

Lorsque, au mois de juin, s'acheva la session parlementaire, Walpole fit prononcer à son Maître des paroles sévères. Le discours du Trône condamna « les tentatives pernicieuses qui avaient été faites dernièrement pour enflammer l'esprit du peuple » (1). Le ministre défiait ainsi la colère de ses ennemis.

(1) Hervey (t. I^{er}, p. 242-3) avait préparé le texte du discours du Trône, mais Walpole le jugeant « trop plein de douceurs », le transforma. — Cantemir, *op. cit.*, p. 128.

La bataille électorale.

Battus au Parlement, où ils avaient un instant cru obliger Walpole à la retraite, les opposants portèrent aussitôt leur cause devant le pays. A vrai dire les élections ne devaient avoir lieu qu'au printemps prochain, mais les opposants sentaient la nécessité d'entretenir la flamme que la querelle de l'accise avait allumée ; et Walpole, de son côté, ne voulait pas perdre un instant pour mettre en évidence l'absurdité des craintes qu'on avait éveillées dans le peuple. Les deux partis se trouvaient ainsi d'accord pour entamer dès ce moment la campagne électorale.

Après la clôture de la session les partisans du ministère, rentrant dans leurs circonscriptions, y trouvèrent une situation délicate. Tandis que les noms de ceux qui avaient combattu l'accise étaient partout fêtés, la liste de ceux qui l'avaient approuvé était publiée, avec l'indication des places, pensions ou faveurs dont beaucoup de députés bénéficiaient (1).

Mais pour combattre cette propagande, Walpole ne resta point inactif. On expédia « régulièrement chaque ordinaire cinq cents lettres circulaires de la Secrétairerie d'État dans les différentes provinces » ; le directeur des Postes ordonnait à tous ses employés de les répandre, dressant la liste des cafés où il serait bon de les envoyer, et, si l'on en croit Pulteney, « les pauvres chevaux de la Poste succombaient sous leur poids » (2).

Dans la guerre de pamphlets du printemps et de

(1) *Some Observations on a Paper intitled the List that is of those who voted for and against the Excise Bill, 1733*, in-8°. — Voir le *Craftsman*, 25 juillet 1733.

(2) *A Review of the Excise Scheme*, p. 4.

l'été, Horace Walpole et Pulteney furent tout d'abord les protagonistes; et, après de premières escarmouches, tous deux employèrent les loisirs des vacances à récrire en détail l'histoire du bill d'accise, le premier dans : *The Rise and Fall of the Excise Scheme*; le second dans : *A Review* et *A second Review of the Excise Scheme* (1).

Horace prenait grand soin d'affirmer que son frère avait abandonné, sans esprit de retour, ce projet de réforme; mais son insistance à en montrer après coup les avantages autorisait Pulteney à mettre sa parole en doute. Lui-même restait convaincu que Walpole préparait l'établissement d'un accise général, et, rassemblant dans une énumération impressionnante (2) tous les produits et tous les marchands qui déjà y étaient soumis, il en concluait que le ministre n'avait nul besoin d'avouer son but pour l'atteindre bientôt par étapes. On s'efforçait aussi des deux parts de gagner la masse des électeurs campagnards. Le gouvernement répétait que son projet, qui permettait d'abaisser l'impôt foncier, leur eût été très profitable; tandis que les opposants, en disciples fidèles de Locke, soutenaient que les taxes d'accise seraient finalement supportées par les classes agricoles (3). Celles-ci n'avaient donc aucun avantage à attendre d'un régime qui prétendrait ne plus demander à l'impôt foncier les principales ressources de l'État, et le gouvernement serait mieux inspiré s'il se contentait de réformer l'assiette de cet impôt. Éta-

(1) Le premier est postérieur au 15 août, car il cite le *Craftsman* de ce jour. Auparavant le gouvernement avait publié une « *Lettre d'un M. P., pour un bourg occidental de l'Angleterre à un seigneur de son voisinage* ». Pulteney y avait répondu par : *A Letter from a M. P. to his friend in the Country*; et H. Walpole avait à son tour répliqué par une « *Lettre à Caleb d'Anvers.* ». — Voir A. E. corr. Angl., 9 avril, 25 mai, 16 et 25 juin, 380, ff. 28, 235, 302 et 311.

(2) *A Review...*, pp. 35-36. Voir aussi Coxe, R. W., t. I^{er}, p. 372, et Cunningham, *op. cit.*, p. 427.

(3) *The Rise and Fall...*, p. 14. Voir aussi *The Country Gentleman*, 1734, in-8°, p. 8.

blie à l'époque de la Révolution, elle ne tenait pas compte des modifications qui s'étaient produites depuis lors dans la répartition des richesses. Pourquoi donc Walpole ne voulait-il pas en corriger les injustices ? Il n'ignorait pas sans doute qu'une telle entreprise soulèverait contre lui l'irritation de tous ceux qui profitaient de ces abus ; mais ses adversaires, qui n'étaient pas tenus à autant de prudence, croyaient habile d'exploiter son embarras (1).

Le rapport publié par la commission d'enquête sur la contrebande (2) apportait encore aux deux partis des arguments nouveaux, mais le public devait éprouver quelque surprise devant les conclusions opposées qu'ils prétendaient en tirer. Car les opposants soutenaient que le montant des fraudes était beaucoup moins élevé que le ministère ne l'avait prétendu, et ils se moquaient des sommes énormes qu'on espérait récupérer en les supprimant.

Les commissaires avaient pourtant reconnu que, pour le tabac, le Trésor était frustré de sommes considérables, et Horace constatait avec amertume que l'échec de la réforme avait été un encouragement déplorable pour les fraudeurs. Mais ses adversaires ripostaient que le seul remède efficace consistait à réprimer la corruption des employés des douanes. Si les petits commis étaient malhonnêtes, c'était parce que leurs chefs leur donnaient le mauvais exemple. Les auteurs responsables de la contrebande étaient les amis du ministre, installés par lui dans les places de l'administration qu'ils exploitaient sans scrupule (3).

(1) *A Review...*, p. 36. — *The Landed Interest consider'd... by a Yeoman of Kent*, 1733, in-8°, p. 25. — Voir aussi Cunningham, *op. cit.*, p. 430.

(2) *The Report of the Committee appointed to inquire into the Frauds and Abuses in the Customs*, 7 juin 1733, (réimprimé dans : *Reports from the Committees of the House of Commons reprinted by order of the House*, 1803, vol. I^{er}, pp. 603-654).

(3) Voir la polémique entre le *Craftsman* et le *London Journal* en

La corruption de Walpole restait ainsi le point d'aboutissement de toutes les offensives des opposants ; mais, tandis que Pulteney se contentait de montrer dans les projets du ministre une nouvelle tentative pour en étendre les ravages, à ses côtés Bolingbroke mettait en lumière ses effets sur les institutions du pays. Il ne lui suffisait plus de jeter le discrédit sur le régime de Walpole, comme il l'avait fait dans ses « Lettres sur l'Histoire d'Angleterre » (1), en le comparant à ceux qui l'avaient précédé. Il prétendait aujourd'hui élaborer une doctrine politique, qui justifierait la coalition formée contre le ministère.

Le *Freeholder Political Catechism* (2), et surtout la *Dissertation upon Parties* (3), qu'à l'automne le *Craftsman* se mit à répandre dans le public, en posaient les fondements.

Non seulement Bolingbroke fonçait sur les whigs

août 1733. — *Rise and Fall...*, pp. 10 et 40. — *A Review...*, p. 16'. — Les commissaires n'avaient pas essayé d'estimer l'ensemble du montant des fraudes douanières ; mais leurs conclusions étaient en réalité entièrement favorables à Walpole. Les renseignements rassemblés pour la confection de ce rapport, et conservés au P. Record Office, citent un grand nombre d'exemples de fraudes et déclarent que, pour le tabac seulement, leur montant dépasse toute estimation possible. Ils montrent d'autre part un écart extraordinaire entre le produit brut des douanes (2.700.000 livres pour l'année 1733-4) et le produit net (1.300.000), dû principalement aux primes et aux frais de perception. Cf. l'étude citée de Hall (*Royal Historical Society Transactions*, 3^e série, t. IV, p. 44). — Un manuscrit des archives de Houghton, *Notorious Instances of Riots and Assaults by the Smugglers*, donne des exemples caractéristiques de la force et de l'audace des contrebandiers.

(1) Parues dans le *Craftsman* en 1730 et 1731.

(2) *The Freeholder Political Catechism*, 1733, in-8°, montrait que Walpole, par l'établissement d'une armée permanente et d'impôts d'accise, cherchait à ruiner l'équilibre de la Constitution. — Voir la polémique entre le *Craftsman* et le *London Journal* à propos du : « Credo politique d'un whig moderne », juillet 1733. — Voir aussi *The Thoughts of an Impartial Man upon the Present Temper of the Nation*, 1733, in-8°, dont l'auteur est lord Percival (*Percival's Diary*, t. I^{er}, p. 448).

(3) *A Dissertation upon Parties in several Letters to Caleb d'Anvers*, 1735, in-8°, précédée d'une dédicace ironique à Walpole.

ministériels, qui sacrifiaient leurs principes aux ambitions de la Couronne ; mais il reprochait à Walpole d'utiliser la corruption pour former, aux dépens du pays, « un parti de la Cour » ; et il partait de là pour s'attaquer au système des partis, dans lequel il ne voyait qu'une invention de la Couronne destinée à ruiner le contrôle parlementaire. Retraçant l'histoire des whigs et des tories, il attribuait l'origine de leurs divisions à Charles II, qui avait fondé sur la maxime : « Divide ut impera » sa prépondérance. Walpole, par la corruption, obtenait le même résultat (1). Aussi Bolingbroke ne voulait-il pas lui opposer d'autre parti que celui formé par le pays tout entier : le « Country party », où whigs et tories s'uniraient. Tous, prétendait-il, avaient collaboré à la Révolution, dont les whigs s'attribuaient à tort le monopole ; ensemble ils devaient de même renverser aujourd'hui le ministre détesté.

La doctrine de Bolingbroke restait donc en réalité purement négative, et nous avons vu qu'au même moment il s'avouait incapable de tracer les lignes d'un programme de gouvernement. Il se préoccupait surtout de forger une arme qui pût servir à combattre le ministère dans la campagne électorale. Mais les partisans de Walpole avaient beau jeu pour répondre qu'en opposant le pays à son gouvernement, Bolingbroke ne préparait rien moins qu'une nouvelle révolution. Bien qu'il se réclamât de celle de 1688, il savait les institutions qu'elle avait établies ; et, sous le prétexte de libérer le Parlement de la domination de la Couronne, il en ruinait en réalité toute l'organisation intérieure. Vouloir y supprimer les distinctions de partis, ou y dresser la Nation contre la Cour, c'était rendre impossible toute collaboration entre l'Exécutif et la Législature.

Les principes exposés par Bolingbroke n'étaient-ils

(1) *A Dissertation...*, pp. 67 et suiv.

pas l'aboutissement logique de la campagne des opposants ? En dénonçant la corruption et la servilité du Parlement, en lui apportant des pétitions impérieuses (1), en poussant les électeurs à intervenir pour y dicter l'attitude de leurs représentants, ils n'avaient rien épargné pour abaisser son prestige. Ce dernier moyen de pression semblait à Walpole une manœuvre illégale, car les députés devaient, à son avis, rester les libres mandataires du pays tout entier. Si lui-même s'efforçait de constituer une majorité disciplinée, il travaillait aussi à organiser le régime parlementaire, et, sans qu'il en formulât la doctrine, il en posait les fondations. Ses adversaires prenaient au contraire à ses yeux figure de factieux, dressés contre un régime qu'ils cherchaient encore à désarmer, en réclamant la suppression de l'armée permanente. Plus que jamais Walpole dénonçait au pays le péril auquel l'exposaient les manœuvres des Jacobites, dont Bolingbroke, à son sens, était l'artisan, et dont Pulteney se faisait la dupe (2).

(1) Sur le droit de pétition voir : *The Right of British Subjects to Petition and Apply to their Representatives asserted and vindicated*, 1733, in-8°. — La thèse du gouvernement est exposée dans : *Les sentiments d'un Anglais touchant le dernier danger de la Constitution*, résumé dans une note des A. E., corr. Angl., 380, f. 205, 28 mai.

(2) H. Walpole (*Rise and Fall...*, p. 53) relevait un aveu imprudent de Pulteney disant que, si les Anglais devaient être esclaves, il leur importait peu de savoir qui serait leur maître. — Chavigny rapporte un propos analogue (à Chauvelin, 4 janvier 1734, A. E., corr. Angl., 383, f. 47) : « Il lui importe peu que ce soit Georges ou Jacques qui détruise la Constitution ».

Les divisions des opposants.

Cependant les whigs dissidents éprouvaient eux-mêmes quelque embarras à suivre les directions de leur allié. La coalition qu'il avait formée était fragile, et ses chefs restaient divisés par beaucoup de méfiance et de jalousie. « Lord Carteret et lord Bolingbroke n'avaient aucune correspondance entre eux, nous rapporte Hervey; M. Pulteney et lord Bolingbroke se détestaient; lord Carteret et Pulteney se jalouaient; sir William Wyndham et Pulteney faisaient de même, tandis que lord Chesterfield, qui correspondait un peu avec tous, n'avait la confiance d'aucun ». (1)

Pour ce motif, et parce qu'ils jugeaient difficile de maintenir l'opinion publique au diapason où l'avait élevée la campagne de l'accise, les opposants appelaient de tous leurs vœux la bataille électorale et reprochaient à Walpole de prolonger indûment la durée du Parlement. Mais celui-ci avait tout avantage à rencontrer encore ses adversaires sur le terrain de Westminster (2).

Unis seulement par leur haine contre le ministre, ceux-ci avaient, au dire de Chavigny (3), formé le dessein de proposer une motion de censure dirigée uniquement contre la personne de Walpole; mais ils n'osèrent pas avoir recours à une procédure aussi exceptionnelle, et se contentèrent au début de livrer

(1) Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, p. 299.

(2) Horace Walpole à Waldegrave, ambassadeur d'Angleterre en France, 22 février, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 156. — *Some Considerations for continuing the present Parliament*, 1734, in-8°. — Voir A. E., corr. Angl., 383, f. 25, 7 janvier 1734.

(3) Chavigny à Chauvelin, 9 et 19 février 1734, A. E., corr. Angl., 383, ff. 244 et 290; 15 mars, 384, f. 124.

quelques escarmouches autour de la question déjà épuisée de l'accise. Ainsi les marchands de thé, soutenus par Pulteney, renouvelèrent la pétition qui avait été rejetée l'année précédente, sans obtenir plus de succès (1).

Il fallait cependant satisfaire les rancunes des membres de la Chambre Haute, qui avaient été dépouillés de leurs charges à la fin de la dernière session. Carteret prit en mains la cause de Cobham et de Bul-ton, et déposa un projet de loi, d'après lequel aucun officier supérieur ne pourrait se voir retirer son commandement sans l'intervention d'un conseil de guerre. Les whigs dissidents soulevèrent aux Communes un débat semblable. Mais Walpole revendiqua le droit de frapper les officiers qui entreraient dans des intrigues politiques dirigées contre le gouvernement ; et le Parlement lui donna raison (2).

La situation du ministère s'améliorait d'ailleurs rapidement ; non seulement il avait retrouvé aux Communes une majorité docile, mais les témoins les plus hostiles reconnaissaient qu'il réussirait à la conserver dans la prochaine assemblée (3). L'opposition avait fondé de grands espoirs sur le vote des non-conformistes, las de servir un ministre, qui toujours ajournait le moment d'abolir les restrictions législatives dont ils souffraient. Mais, dans les premiers mois de 1734, les non-conformistes de Bristol, de Gloucester, de Liverpool décidaient de soutenir le gouvernement ; et les délégués de plusieurs congrégations dissidentes,

(1) *Parl. Hist.*, t. IX, p. 236. — Coxe, *R. W.*, t. I^{er}, p. 409. — Voir à ce propos la brochure écrite par Hervey : *The Conduct of the Opposition and the Tendency of Modern Patriotism reviewed*, 1734, in-8°.

(2) Coxe, *R. W.*, t. I^{er}, pp. 410-411. — Chavigny à Chauvelin, 25 février A. E., corr. Angl., 383, f. 348. — Delafaye à Waldegrave, 25 février, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 154. — Ernst, *op. cit.*, pp. 83-84.

(3) « Nouvelles d'Angleterre » (envoyées par Chavigny), 22 février, A. E., corr. Angl., 383, f. 320. — « Observations de Saint-Germain » (communiquées à Chauvelin par les Jacobites réfugiés en France), 3 mars, A. E., id., 384, f. 16. — Chavigny à Chauvelin, 15 mars, 384, f. 124.

assemblés à Londres, approuvaient unanimement leur président, Samuel Holden, qui se prononçait en faveur de Walpole (1).

Pulteney, dans ces conditions, accepta finalement de prendre part à une dernière offensive que Bolingbroke proposait d'engager contre le Septennat parlementaire. En essayant de réduire à trois ans la durée des Parlements, Bolingbroke restait fidèle à son programme. Il s'agissait encore pour lui d'empêcher la formation d'une majorité disciplinée, œuvre de longue haleine, qui exigeait le maintien à Westminster pendant une longue période des mêmes représentants. Mais Pulteney, qui avait lui-même défendu en 1716 l'établissement du Septennat, ne pouvait expliquer son changement d'opinion que par son hostilité contre Walpole ; aussi laissa-t-il Wyndham tenir le premier rôle dans ce débat.

Le leader des tories prononça, le 24 mars, un discours violent (2), dont les arguments et peut-être les termes mêmes lui avaient été suggérés par Bolingbroke. Il partit en guerre contre l'homme, qui, dénué de tout sentiment de vertu ou d'honneur se trouvait, par un concours extraordinaire de circonstances, élevé au poste de « Ministre en chef de l'État ». Il le dépeignit amassant par le pillage de la nation de grandes richesses, recrutant un Parlement de son choix, aux frais de la Trésorerie, et défiant alors l'opinion du pays, parce qu'il pouvait s'appuyer sur un jury prêt en toutes circonstances à l'absoudre. Non content d'insulter ainsi Ministère et Parlement, Wyndham osa même s'attaquer à la Couronne : « Supposons, s'écria-t-il, que le Trône soit occupé par un Prince mal informé ou, pour tout autre motif,

(1) *The Political State of Great Britain*, janvier et mars 1734, pp. 117, 233 et 332. — *London Magazine*, 1734, p. 46. L'assemblée de Londres eut lieu le 17 février.

(2) Coxe, *R. W.*, t. 1^{er}, pp. 412 et suiv. — *Parl. Hist.*, t. IX, pp. 460 et suiv.

ignorant des inclinations et des intérêts de son peuple, qui, dans sa faiblesse, se laisse entraîner par une ambition sans limite ou une avarice insatiable. Ce cas ne s'est jamais produit ; j'espère, dis-je, qu'il ne se produira jamais ; mais il pourrait se produire, et quel plus grand malheur pourrait frapper un pays, que d'avoir sur le Trône un tel Prince, conseillé, et uniquement conseillé, par un tel Ministre, qui lui-même serait soutenu par un tel Parlement ! »

Ce langage audacieux fournit à Walpole l'occasion d'une réplique triomphante (1), où, négligeant Wyndham, il fonda sur Bolingbroke, son inspirateur. Au portrait du Ministre corrompu il opposa celui de l'Anti-Ministre, qui se jugeait seul capable de diriger les affaires publiques, qui, rentré dans ce royaume par l'effet d'un pardon généreux, y liait partie avec les ambassadeurs des princes ennemis de l'Angleterre, et, quand ceux-ci désiraient obtenir quelque information, s'empressait de provoquer au Parlement un débat propre à le leur fournir. Il le montra détesté de tous, et n'ayant pas même gagné l'affection de ceux qui, aveuglément, le suivaient. S'attaquant alors au projet d'abolition du Septennat, Walpole ne manqua point de prendre la défense de la Constitution, dont l'équilibre serait détruit par des élections trop fréquentes : « Notre gouvernement, dit-il, deviendrait réellement un gouvernement démocratique, et il tendrait ensuite très probablement à devenir un gouvernement tyrannique ». C'est pour empêcher l'avènement d'un pouvoir despotique et arbitraire qu'il demanda aux députés de conserver le régime existant.

L'assemblée, par 247 voix contre 184, se rangea à son avis ; mais son succès moral surtout fut grand, car les violences de Wyndham avaient fait scandale, et

(1) Coxe, *R. W.*, t. I^{er}, pp. 420 et suiv. — *Parl. Hist.*, t. IX, pp. 471 et suivantes.

les whigs dissidents regrettaient d'avoir prêté leur concours à son offensive. Le discours du Trône, à la veille de la dissolution, ne fit plus entendre aucun écho de l'irritation qui s'était manifestée dans celui de l'année précédente. Avec une tranquille assurance le Roi rappela à ses sujets que la prospérité de son règne dépendait de leur affection et de la stricte observation des lois.

Ce fut peut-être pour conjurer le mauvais effet produit par ces derniers incidents, que Pulteney, à la veille des élections, reprit encore la plume. Ayant jusque là concentré ses attaques sur le projet d'accise (1), il estima nécessaire d'élargir le terrain de combat, et sans doute ne voulut-il pas laisser Bolingbroke présenter seul au nom des opposants une doctrine subservive. Fidèle aux principes whigs, Pulteney entreprit de les défendre, en dressant, au cours de deux longs pamphlets, le bilan de l'activité du ministère.

Dans le premier (2) il suivait sa politique extérieure depuis les traités de Vienne et de Hanovre, pour convaincre le public, par le tableau des fautes commises dans le passé, que la diplomatie britannique était en mauvaises mains. Mais il ne prétendait pas indiquer quelle devrait être l'attitude de l'Angleterre dans la guerre qui mettait alors aux prises les puissances continentales ; et il n'avait garde de heurter les sentiments pacifiques du pays, en lui demandant de prendre les armes pour défendre la cause de

(1) Voir : *The late Excise Scheme Dissected*, 1734, in-8°, présenté aux électeurs comme cadeau de nouvel an. — *Excise Anatomiz'd*, 1733, in-8°. Le premier est probablement l'œuvre de Pulteney. — Voir aussi : *French Excises or a Compendious Account of the Several Excises in France*, 1733, in-8°, montrant que les taxes d'accises ne sont compatibles qu'avec un régime despotique.

(2) *The Politick on both sides with regard to Foreign Affairs*, 1734, in-8°. — Voir notre étude sur *R. Walpole et la politique du Cardinal de Fleury*, 1924, in-8°. — L'opposition avait essayé en vain d'entraîner le Ministère à prendre position dans la guerre continentale avant les élections. Voir Hervey, *Memoirs*, t. 1^{er}, p. 278, et Coxé, *R. W.*, t. 1^{er}, p. 408.

l'Empereur. Walpole d'ailleurs, pour ne pas s'exposer aux critiques de ses adversaires, avait soin d'attendre la fin de la bataille électorale, avant de découvrir la politique qu'il entendait suivre en Europe. Aussi ne semble-t-il pas que les affaires extérieures aient exercé une influence sensible sur le sort des élections. Quelques tentatives pour exciter la compassion du public en faveur des marchands anglais victimes des corsaires espagnols, ne semblent pas encore avoir réussi à l'émouvoir (1).

Dans un second pamphlet (2), Pulteney entreprit l'étude de la politique intérieure du ministère ; à vrai dire, ce fut principalement l'administration financière de Walpole qui retint son attention. En montrant tour à tour les prélèvements successifs opérés aux dépens du fonds d'amortissement, l'accroissement continu de la liste civile, et les « votes de crédit » qui avaient assuré au ministre la libre disposition de ressources considérables, Pulteney, non sans dextérité, donnait de la politique financière de Walpole l'opinion la moins favorable. Cette triple énumération le conduisait à conclure que le ministre avait sacrifié l'intérêt national à l'ambition égoïste d'établir sa domination par une corruption envahissante. L'écrivain s'étendait d'autre part sur les relations de Walpole avec la Compagnie de la Mer du Sud. Les mesures, tant admirées, par lesquelles avait été arrêtée sa débâcle, n'obtenaient pas grâce à ses yeux. Il prétendait au contraire établir que Walpole

(1) *An Appeal to the people of Great Britain necessary to be considered before the elections*, 1734, in-8°.

(2) *An Inquiry into the Conduct of our Domestic Affairs*, 1734, in-8°. Pulteney est clairement désigné comme l'auteur de ce pamphlet dans la réponse ministérielle : *The Ministry and Government of Great Britain vindicated*, 1734, in-8°. — *An Inquiry...*, parut en mai et forme la suite de *The Politick on both sides...* qui parut en janvier. C'est donc à tort que ce dernier pamphlet est quelquefois attribué à Bolingbroke. — Voir aussi Chavigny à Pecquet, 29 janvier, A. E., corr. Angl., 383, f. 122, et *Gentleman Magazine*, 1734, pp. 239 et 249.

avait indûment favorisé la Compagnie, en obligeant d'abord la Banque à se porter à son secours, puis en faisant finalement supporter au public tous les frais de son sauvetage (1).

Le leader des whigs dissidents s'abstenait donc de se prononcer dans le débat constitutionnel soulevé par Bolingbroke. Il demandait simplement au public de secouer le joug d'un ministre dont les manœuvres adroites allaient le réduire en servitude ; cet appel était sans doute plus habile que celui de Bolingbroke, qui permettait à Walpole de dépeindre les opposants sous les traits de révolutionnaires dangereux. Mais, par cette offensive de la dernière heure, Pulteney réussit-il à faire impression sur les électeurs ? Walpole, qui n'eut pas le temps de lui répondre avant le scrutin, prit, dans la suite, la peine de présenter lui-même sa défense ; et les critiques de Pulteney donnèrent naissance à toute une floraison de pamphlets dans les mois suivants (2). Le ministre les jugeait sans doute susceptibles d'exercer une fâcheuse influence sur les membres du nouveau Parlement, mais on peut penser que leur argumentation trop savante et trop tardive avait eu moins de prise sur les électeurs.

(1) Ces critiques ne paraissent nullement justifiées. Le rôle de Walpole dans l'affaire de la *South Sea Co* a été étudié par Brisco, *op. cit.*, pp. 50 et suivantes.

(2) La brochure ministérielle : *The Ministry and Government of Great Britain vindicated*, ne parut qu'en juillet 1734. Puis R. Walpole prit lui-même la défense de sa politique financière dans : *Some Considerations concerning the Publick Funds, the Publick Revenues and the Annual Supplies*, 1735, in-8°. L'opposition riposta par : *Remarks upon a Pamphlet intituled : Some Considerations...*, 1735, in-8°. Pulteney prolongea le débat en publiant : *The Case of the Sinking Fund*, 1735 (Voir *London Journal*, 18 juin 1735), auquel le gouvernement répondit par : *The Case of the Bank Contract*, qui parut en août dans le *Daily Gazetteer*. En ce qui concerne la politique extérieure, le ministère réfuta les arguments de : *The Politick on both Sides*, dans : *A Series of Wisdom and Policy*, qui parut en 1735 (voir *Fog's Journal*, 11 juin 1735).

Les élections de 1734.

Ce fut semble-t-il la question de l'accise qui, plus que toute autre, influença le scrutin ; mais, si vive qu'ait été l'hostilité manifestée dans le pays contre la réforme de Walpole, l'autorité du patronage était encore trop prépondérante pour qu'un courant d'opinion put réussir à conquérir la majorité des électeurs.

Le plus considérable des patrons anglais était alors le duc de Newcastle. Il s'intéressait à l'élection de plus de 70 candidats, et les 28 représentants du comté de Sussex, principal centre de son influence, obéissaient à ses ordres. Il avait depuis longtemps mis en campagne une véritable armée d'agents électoraux, et l'énorme correspondance qu'il entretenait avec eux a permis à M. B. Williams d'écrire un récit si pittoresque et si minutieux de son activité qu'il nous paraît inutile d'y rien ajouter (1).

Un manuscrit conservé dans les archives de Houghton nous raconte d'autre part la curieuse histoire de l'élection de Stamford (2). On y voit s'exercer sans scrupule l'influence de lord Exeter et de lord Gainsborough, deux seigneurs opposants. Lors d'une course de chevaux, leurs serviteurs, armés de cannes, dispersent les amis du gouvernement qui étaient venus vendre au public de la bière (3). Le directeur de l'école menace de renvoyer les enfants des électeurs récalci-

(1) B. Williams, *Newcastle and the elections of 1734*. *English Historical Review*, 1897, t. XII, pp. 448-488.

(2) *The historical part of the Stamford election*, 41 pages in-8°, (daté du 11 mai 1734). Stamford est dans le comté de Lincoln, près de la limite de celui de Rutland.

(3) *The Historical Part...*, pp. 6 et 7.

trants, tandis que celui de l'hôpital héberge volontiers ceux qui se montrent dociles. A l'approche du scrutin on voit affluer du comté voisin des citoyens, portant leurs lits sur leurs dos, qui s'entassent dans les caves et les greniers où des « cheminées temporaires » leur procureront le droit de vote. Pour deux pence on les fait inscrire dans les paroisses. Ils y troublent le service divin et, répandus dans les rues, poursuivent les passants « des plus affreux et diaboliques jurements » (1). Ils montent à l'assaut de la demeure du candidat ministériel ce qui permet par surcroît de mettre à l'ombre, après l'échauffourée, quelque électeur gênant pendant la durée du scrutin (2).

Le journal de lord Percival jette aussi quelque lumière sur les élections du bourg de Harwich, où il comptait que son fils recueillerait sa succession. Tel n'était point le désir de Walpole, qui sut pourtant entretenir les illusions tenaces de l'excellent lord. Horace Walpole, s'embarquant à Harwich pour le Hanovre, lui promit d'y parler en sa faveur et lui joua le tour d'emmener à son bord l'un de ses principaux agents. Le ministre lui-même s'arrangea pour éloigner du port le courrier postal, privant ainsi Percival d'un groupe de ses partisans. C'est par semblables procédés que la candidature de Charles Stanhope, frère du secrétaire d'état Harrington, brusquement déclarée, l'emporta (3).

Ces exemples suffisent à faire comprendre que la volonté populaire devait exercer peu d'influence sur le sort des élections. L'impopularité de Walpole ne lui fit pas perdre un grand nombre de sièges, mais elle lui valut cependant d'essuyer quelques défaites significatives.

Les 5.000 électeurs du comté d'Essex se pro-

(1) *Op. cit.*, pp. 20-22.

(2) *Op. cit.*, pp. 31-37.

(3) *Percival's Diary*, t. I^{er}, p. 446, et t. II, pp. 78, 89, 97, 155 et passim.

noncèrent à une forte majorité pour les tories, et le bourg de Colchester qui en comptait près de 2.000, refusa, malgré toutes les tentatives de corruption, de réélire son député, parce qu'il avait voté le projet d'accise (1). Dans le comté de Gloucester les tories firent des progrès importants; ils y occupèrent les deux sièges du comté, ceux aussi de la ville de Bristol, où John Scrope, l'un des principaux collaborateurs de Walpole à la Trésorerie, fut mis en échec (2). Dans le Kent l'opinion avait pris rapidement parti contre l'accise, mais la situation du ministère y était très solide, car il s'appuyait sur l'influence de l'Église, et les grands docks établis dans cette région lui procuraient une nombreuse clientèle. Le comté pourtant élut des opposants, et ni l'influence de l'archevêque dans le bourg de Canterbury, ni celle du « Chatham dock » dans celui de Maidstone, ne réussirent à faire triompher ses candidats (3).

Même le Norfolk, où Walpole avait libéralement distribué les faveurs officielles, où il venait encore d'engager de grosses dépenses, lui causa de pénibles déceptions. Les sièges du comté restèrent aux mains de l'opposition. Horace Walpole se fit réélire à Norwich, mais le second député du bourg fut un opposant, et à Thetford le ministère n'obtint aussi qu'un demi succès (4).

(1) *The Victoria History of the Counties of England. Essex*, t. II, pp. 245-249.

(2) W. R. Williams, *The Parliamentary History of the County of Gloucester*, 1898, in-8°, pp. 65 et 125-128.

(3) *Craftsman*, 6 juin. — Voir la caricature intitulée : « The Kentish Election », dans J. Grego, *A History of Parliamentary Elections and Electioneering in the Old Days*, 1886, in-8°, p. 86 et, dans le même ouvrage, pp. 90-91, la série intitulée : « The Humours of Country Elections », qui fut publiée pour la première fois en 1734.

(4) Coxe, R. W., t. I^{er}, p. 456, (Walpole aurait dépensé 10.000 livres pour les élections du Norfolk). — Newcastle à H. Walpole, 4 juin, dans Coxe R. W., t. III, p. 168. — R. Walpole à Newcastle (sans date), cité par Torrens, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 433. — R. H. Mason *The History of the County of Norfolk*, 1884, in-4°, p. 448.

H. Pelham, auquel son frère Newcastle avait attribué l'un des sièges du comté de Sussex, s'étonnait de trouver, au cours de sa tournée électorale, une très vive agitation. A Robertsbridge il jugeait la cause du gouvernement très compromise ; les électeurs d'Arundel l'accueillaient avec des bannières, sur lesquelles étaient inscrits les mots : « Pas d'accise » ; à Hastings il devait éviter d'aborder ce sujet trop brûlant et s'abstenir de prononcer le nom de Walpole, trop impopulaire. « Tout le pays, concluait-il, est pour ainsi dire empoisonné ; le peuple n'a que très peu de considération pour le Roi et la famille royale, moins encore pour le ministère. En somme l'élection ne peut être gagnée que par l'influence des intérêts individuels » (1).

Ceux-ci avaient en Sussex assez de force pour permettre au gouvernement de l'emporter, et Newcastle, on le sait, n'épargna ni son argent ni sa peine. Ce fut au prix des mêmes efforts que Walpole réussit à conserver la députation si nombreuse de la Cornouailles.

Que la majorité de ses habitants lui fût hostile, le choix par les électeurs du duché de deux opposants, et en particulier de Sir John Saint-Aubyn, l'un des adversaires les plus honnêtes et les plus acharnés du ministre, suffit à le prouver. Mais les sièges des bourgs, que la Couronne avait peu à peu portés au chiffre formidable de 42, pour y placer ses créatures, servirent une fois encore de refuge aux amis du gouvernement qui n'étaient point parvenus à se faire élire ailleurs. Les tories avaient cependant prononcé une énergique offensive, mais elle aurait dû être appuyée par l'intervention du Prince de Galles, duc de Cornouailles, qui seul aurait pu en assurer le

(1) H. Pelham à Newcastle, 4, 16, 18 et 29 septembre 1733, B. M., 32.688, ff. 249, 339, 345 et 421. — H. Pelham à lord Essex, 13 mai, dans Torrens, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 436.

succès. L'héritier du trône ne voulut pas encore prendre une part directe à la lutte électorale, et son abstention permit à Walpole de recruter dans cette région un contingent nombreux de serviteurs dociles (1).

Le vote des Écossais compléta sa victoire. Les opposants croyaient cependant avoir de bonnes raisons de compter qu'il leur serait favorable (2). L'importance de la contrebande qui se faisait en Écosse donnait lieu de penser que le projet d'accise y soulèverait beaucoup d'irritation, et les presbytériens auraient dû tenir grief à Walpole de n'avoir pas encore proposé l'abolition de l'acte du Test. Marchmont, Stair et Montrose s'étaient jetés dans la bataille. Par malheur l'Écosse ne croyait pas à la défaite du ministère et ne voulait pas sacrifier les avantages que sa fidélité au gouvernement lui procurait. Dès l'automne de 1733, lord Islay se réjouissait de constater que la campagne contre l'accise éveillait dans le pays peu d'écho. Aussi Walpole pût-il maintenir intactes ses positions, et, qui plus est, lorsque le 14 juin eut lieu l'élection des pairs écossais, la liste préparée par Islay l'emporta toute entière (3).

C'est ainsi que le gouvernement se trouva finalement en mesure de compter dans le nouveau Parle-

(1) W. P. Courtney, *Parliamentary Representation of Cornwall*, 1869, in-4°, p. XVI. — Sur l'abstention du Prince de Galles, voir Hervey, *Memoirs*, t. I^{er}, p. 298. Il l'attribue à l'influence de son conseiller, Bubb Dodington, qui désirait encore ménager la Cour. Cf. *Percival's Diary*, t. I, pp. 374 et 426.

(2) Chesterfield à Marchmont, 16 octobre 1733, dans *Marchmont Papers*, 1831, in-8°, t. II, p. 2. — Voir aussi A. E., corr. Angl., 383, f. 269 (10 janvier 1734), — *An Enquiry into some things that concern Scotland*, 1734, in-8°. — Chavigny (à Chauvelin, 17 juillet 1733, A. E., id., 381, f. 120) écrivait : « l'Écosse et la Cornouailles sont toute la ressource de la Cour. »

(3) Coxe, *R. W.*, t. I^{er}, p. 455. — Islay à Newcastle, 19 septembre 1733, B. M., 32688, f. 291. — Atholl à Newcastle 1^{er} octobre 1733, id., f. 385.

ment sur une majorité, réduite mais encore suffisante, d'une cinquantaine de voix. Néanmoins l'autorité de Walpole, au sortir de cette crise, était très affaiblie, et le *Craftsman*, dans une série d'articles qui paraissent l'œuvre de Bolingbroke, pouvait soutenir avec raison que l'opinion du peuple s'était révélée hostile au ministère (1). Il était facile de le prouver en analysant le vote des comtés, expression bien plus fidèle des sentiments du public que celui des bourgs. Les deux tiers et peut-être les trois quart des comtés s'étaient prononcés contre Walpole, et, dans les villes où le nombre des électeurs rendait plus difficile les manœuvres de corruption, à Londres, à Bristol, en particulier, la politique ministérielle était aussi condamnée.

Si l'on cherchait d'autre part à connaître le verdict des contribuables, on arrivait à la même conclusion. Pour l'impôt foncier tout au moins le *Craftsman* établissait que, si chaque comté avait eu un nombre de représentants approprié à l'étendue de ses charges, la défaite de Walpole aurait été décisive (2).

(1) *Craftsman*, 5, 19 et 26 juin. Ces articles sont attribués à Bolingbroke par une note des A. E., corr. Angl., 387, f. 49. — Sur le vote des comtés, voir Chavigny à Chauvelin, 7 mai et 17 juin, A. E., id., 386, ff. 18 et 275, et une note du 29 juillet, id. 387, f. 130.

(2) *Craftsman*, 7 août.

Conclusion.

Loin d'être embarrassés par ces calculs, les journaux ministériels se moquaient des opposants, qui, à défaut de la quantité, revendiquaient la qualité des suffrages et, pour se consoler de leur échec, prétendaient monopoliser en leur faveur « le sentiment du peuple ». Plus significatif leur paraissait le succès des tories, qu'ils estimaient désormais deux fois plus nombreux que les whigs dissidents (1). Walpole n'avait-il pas annoncé que l'opposition tomberait sous le joug des tories? Les élections justifiaient ses pronostics, ou, du moins, elles l'autorisaient à reprendre de plus belle ses attaques contre Bolingbroke (2), afin d'exciter les jalousies et les inquiétudes de ses alliés.

En avril 1735 le brusque départ de Bolingbroke, qui, abandonnant la lutte, se retira sur le continent, fut l'aboutissement de cette campagne. Bien que ses biographes aient eu quelque peine à l'expliquer, il nous paraît que le vieil adversaire de Walpole ne pouvait plus se faire d'illusion sur sa défaite. « Mon rôle est fini, écrivait-il à Wyndham (3), et celui qui reste sur la scène après la fin de son rôle mérite d'être sifflé ». La coalition qu'il avait voulu former n'existait pas ; et les adversaires du ministre, unis seulement dans l'espoir de le renverser, se montraient incapables de se mettre d'accord sur un programme de gouvernement. D'ailleurs les cri-

(1) *London Journal*, 26 juin et 17 juillet. — *Free Briton*, 17 juillet.

(2) *The Grand Accuser, the Greatest of all Criminals*, 1735, in-8°. — Voir *Craftsman*, 29 janvier 1735.

(3) 29 novembre 1735, dans Sichel, *Bolingbroke and his Time*, t. II, p. 542.

tiques que Bolingbroke avaient dirigées contre le régime parlementaire lui laissaient peu de crédit dans le nouveau Parlement. Aussi Pulteney jugeait-il « nuisible » sa présence en Angleterre, qui, servant la tactique du ministre, donnait à l'opposition l'apparence d'une faction de révoltés (1).

Par là encore la politique de Bolingbroke avait fait faillite ; car, lorsqu'il cherchait à former une coalition entre les membres des anciens partis, il n'obéissait pas au seul désir de mettre son rival en échec. On doit penser qu'il ne perdait pas de vue les intérêts des tories, dont il avait tenté jadis d'établir la domination, et auxquels il voulait ouvrir maintenant de nouvelles perspectives d'avenir.

Expliquant, quelques années plus tard, les raisons qui l'avaient conduit à condamner le système des partis, lui-même en faisait l'aveu (2). Il rappelait dans quelles conditions, à l'avènement de Georges I^{er}, les whigs s'étaient emparés du pouvoir. La maladresse des opposants, Papistes, Jacobites ou simples tories, avait alors permis aux whigs de devenir les seuls partisans de la nouvelle dynastie ; et ils en avaient profité pour former une « faction », qui prétendait monopoliser à son profit le gouvernement. C'était cette faction que Bolingbroke entendait détruire. Son but était de lever l'interdit qui frappait son propre parti, et de reformer, avec la masse

(1) Pulteney à Swift, 10 mai et 3 déc., 1735, dans Sichel, *op. cit.*, t. II, p. 310, et *Dict. of Nat. Biogr.* — Bolingbroke à Marchmont, avril 1742, dans *Marchmont Papers*, t. II, p. 273.

(2) Bolingbroke devait développer ses idées sur le système des partis dans : *The Idea of a Patriot King* (1738), auquel, sur la demande de Lyttelton, il ajouta une étude : *Of the State of Parties at the Accession of George I^{er}*. — Cf. *Works*, éd. 1841, t. II, pp. 430-439. — A. Hassall, *Life of Viscount Bolingbroke*, 2^e éd., 1915, pp. 188-198. — Cependant, pour connaître les véritables raisons qui ont amené Bolingbroke à combattre le système des partis, il faut consulter surtout ses lettres à Wyndham (22 juillet 1739, *Marchmont Papers*, t. II, pp. 186-7) et à Lyttelton (4 nov. 1741, dans *Phillimore Memoirs... of Lyttelton*, p. 194).

encore si considérable des tories, un parti national. Mais en soulevant l'opinion contre le Parlement, et même contre la Couronne, il avait au contraire permis à Walpole de dénoncer en lui le chef d'une campagne révolutionnaire, antidynastique et antinationale.

De plus, Bolingbroke avait eu l'imprudence de nouer avec les représentants d'une puissance étrangère des entretiens compromettants. On a remarqué que, dans sa réplique à Wyndham, Walpole n'avait pas hésité à lancer contre Bolingbroke une accusation formelle de trahison; et Coxe suggère qu'en quittant l'Angleterre, Bolingbroke prit la fuite, pour éviter un procès. Mais on n'a point découvert à quelle intrigue les paroles de Walpole faisaient allusion (1).

Ne serait-ce point sa correspondance avec la Cour de France, dont le ministère aurait surpris le secret? On a vu comment, à la demande de Chavigny, Bolingbroke avait accepté d'envoyer contre subside au Garde des Sceaux, Chauvelin, des informations sur la politique anglaise. Dès lors il avait à plusieurs reprises adressé à Versailles des explications et des conseils. Si nous n'en connaissons pas tous les détails, nous savons au moins que Bolingbroke s'efforçait surtout de convaincre les Français que l'Angleterre resterait à l'écart de la guerre continentale, et rien ne pouvait rendre plus difficile l'action de la diplomatie britannique, qui, bien qu'elle ne voulût pas se départir de la neutralité, avait pourtant le plus grand intérêt à tenir le gouvernement de Fleury sous la menace de son intervention (2). Les ministres

(1) Le *Dict. of Nat. Biogr.* rejette cette supposition. — Sichel, *op. cit.*, t. II, p. 265, voit dans les paroles de Walpole une allusion aux rapports anciens de Bolingbroke avec Palm et Monteleone; ce qui est bien invraisemblable.

(2) Chauvelin avait, le 14 août 1733, autorisé Chavigny à offrir à Bolingbroke un subside (A. E. corr. Angl., 381, f. 163), et Chavigny avait demandé l'envoi de 10.000 livres par l'intermédiaire de M. de

anglais, mis en défiance par les relations amicales que Chavigny entretenait avec les opposants, surveillaient de très près, ses démarches ; à maintes reprises ses dépêches furent interceptées, et, à ce moment même, l'agent du Prétendant à Versailles annonçait que le chiffre de notre représentant était connu des Anglais (1). Il ne serait donc pas du tout surprenant que Walpole ait pu se procurer les preuves des intrigues de Bolingbroke ; et, dans ce cas, il disposait d'une arme assez puissante pour contraindre son ennemi à rompre le combat.

Mais Walpole, restant maître du champ de bataille, était cependant trop avisé pour se faire illusion sur la portée de son succès. Bien qu'il affectât de regarder avec ironie les efforts par lesquels ses ennemis prétendaient interpréter en leur faveur le verdict des élections, il n'en était pas moins impressionné par son impopularité et par la violence de la crise qui

Montmartel (28 août, id. f. 226). Bolingbroke entamait alors une correspondance secrète, dans laquelle les principaux personnages du jour étaient désignés par des noms romains : Bolingbroke y était appelé Fabricius ; Pulteney, Quintilien ; Walpole, Catilina ; Wyndham, Porsennna... (id., f. 223). — Bolingbroke avait d'ailleurs fait directement des offres de service par l'envoi en France de M. Cavelier, « très au courant des affaires de la Cité ». (Chavigny, 17 juillet, A. E., 381, f. 127). En octobre, M. de Croisille apportait à Londres des documents sur les affaires jacobites, (Chavigny, 16 octobre, A. E., 382, f. 40). — L'année suivante « la veuve de Fabricius » (? lady Bolingbroke) était reçue par le Garde des Sceaux ; et les avis que Bolingbroke exprimait sur la guerre continentale donnaient à penser à Chauvelin qu'il pourrait dicter la conduite que les opposants adopteraient dans le nouveau Parlement. (Chavigny, 1^{er} et 5 novembre 1734, A. E., 388, ff. 11 et 64. — « Plan que l'on peut suggérer aux opposants », envoyé par Chauvelin le 9 décembre, A. E., 389, f. 156). Il continuait à correspondre avec Bolingbroke à ce sujet pendant les mois suivants (Chavigny, 8 janvier 1735, Chauvelin, 23 janvier, et Chavigny, 2 février, A. E. 390, ff. 8, 62 et 111). Cependant Chavigny avertissait sa Cour que le crédit de Bolingbroke avait beaucoup baissé dans son propre parti (1^{er} novembre 1734, A. E., 388, f. 20), et annonçait finalement qu'il était désormais « entièrement détaché de toutes liaisons d'affaires » (28 février 1735, A. E., 390, f. 265).

(1) Chauvelin à Chavigny, 25 juillet et 6 octobre 1733, A. E., 381, ff. 102 et 319. — O'Bryen (agent jacobite) à Chauvelin, 21 février 1734, A. E., 383, f. 272.

avait failli l'emporter. S'il repoussait les doctrines de Bolingbroke et refusait d'opposer le public au Parlement, il n'était pas homme à imposer par la force sa politique, et il voulait au contraire gagner l'assentiment du pays autant par la persuasion que par des manœuvres corruptrices.

Les électeurs avaient condamné sans appel son programme économique ; et, comme Davenant l'avait déjà montré (1), Walpole ne croyait pas possible d'établir des taxes d'accise sans le concours de la nation. Aussi ne fit-il rien pour réparer son échec. Il préféra se résigner à relever, dès l'année suivante, le taux de l'impôt foncier, et demander désormais au fonds d'amortissement les ressources indispensables à l'équilibre budgétaire. De ce moment jusqu'à la fin de son ministère, le grand financier allait se contenter de pratiquer ainsi une politique d'expédients (2).

Une telle modération ne montre pas seulement que Walpole, quoiqu'en aient dit ses adversaires, ne voulait pas gouverner contre la volonté du peuple ; elle achève aussi de mettre en lumière l'importance que lui-même attribuait en 1733 à son entreprise. Cette année marque un tournant décisif dans l'histoire de son ministère. Comment le comprendre, si l'on admet que Walpole se proposait uniquement d'améliorer la perception des taxes du tabac et du vin ? En réalité le ministre avait cru le moment propice de reprendre l'œuvre qu'il avait commencée dès 1721 (3). Par la suppression de beaucoup de droits de sortie et de droits d'entrée sur les matières premières, par un système de primes d'exportation habilement distribuées et soigneusement adaptées

(1) Cunningham, *op. cit.*, p. 426.

(2) Brisco, *op. cit.*, pp. 66-70 et 78.

(3) Sur l'ensemble de la politique économique de Walpole, voir Cunningham, *op. cit.*, pp. 428-431. — les pages de H. W. Temperley dans *Cambridge Modern History, The XVIIIth century*, pp. 44-49 et p. 55. — Brisco, *op. cit.*, pp. 83 et 210.

aux besoins du jour, il avait soutenu et stimulé les progrès des industries britanniques. L'introduction de taxes d'accise, qui auraient peu à peu remplacé beaucoup de taxes douanières, devait à son tour contribuer au développement du commerce national. Elle aurait permis d'autre part, en supprimant les fraudes, d'alléger les charges qui pesaient sur les classes agricoles, et ainsi la réforme que le bill de 1733 devait amorcer se plaçait, pour ainsi dire, au point de rencontre de la politique fiscale et de la politique commerciale de Walpole.

Aussi bien les années suivantes ne devaient lui fournir nulle occasion de reprendre ce programme, et son autorité, bien au contraire, ne cessa dès lors de s'affaiblir. Le public garda de la bataille de l'accise des habitudes de méfiance et de nervosité, qui l'incitaient à s'enflammer pour le motif le plus futile. Dans le Parlement, Walpole ne rencontrait plus seulement ses anciens adversaires, il était encore exposé aux diatribes passionnées d'un groupe de membres nouveaux, qui s'intitulaient « les jeunes patriotes », et dont W. Pitt, pour ses débuts, se fit l'orateur le plus audacieux. Leurs attaques étaient d'autant plus sensibles au ministre qu'ils obéissaient aux directions du Prince de Galles, qui, dès 1735, se décida à prendre ouvertement parti contre Walpole. Ainsi Bolingbroke obtenait une revanche tardive, car un moyen nouveau semblait s'offrir de former une coalition des opposants et de lui trouver un chef. Enfin la conclusion des Préliminaires de Vienne, et les embarras grandissants de la diplomatie britannique qui en furent la conséquence, permirent bientôt aux ennemis de Walpole de se poser en défenseurs du patriotisme, et ne lui laissèrent plus la liberté de poursuivre son œuvre de réforme intérieure.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction.....</i>	1
<i>Bibliographie.....</i>	3
 <i>Walpole et l'opposition parlementaire.</i>	
Le Cabinet. — La Couronne. — Les Tories. — Les Whigs dissidents. — La Coalition.....	5
 <i>Les origines de la crise.</i>	
L'impôt sur le sel. — Le fonds d'amortissement. — La campagne des opposants. — Le « pam- phlet » de Walpole.....	11
 <i>L'échec du projet d'accise.</i>	
La discussion aux Communes. — L'opposition aux Lords et à la Cour. — Walpole abandonne son projet.....	23
 <i>La bataille parlementaire.</i>	
L'opposition décrite par Bolingbroke. — L'offensive des opposants aux Communes et aux Lords. — La riposte de Walpole et la fin de la session parlementaire.....	36
 <i>La bataille électorale.</i>	
La polémique de Pulteney et d'Horace. — Les doctrines politiques de Bolingbroke.....	43
 <i>Les divisions des opposants.</i>	
La session parlementaire de 1734. — Le Septen- nat parlementaire. — Les derniers pamphlets de Pulteney.....	49

Les élections de 1734.

Le patronage. — Le mouvement d'opinion contre Walpole. — Les résultats.....	56
---	----

Conclusion.

Le départ de Bolingbroke ; ses raisons. — La situation de Walpole : échec de son programme économique ; affaiblissement de son influence politique	62
--	----

Vu, le 16 Juillet 1924.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

F. BRUNOT.

Vu :

et PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^{ie}

8, rue Garancière.
